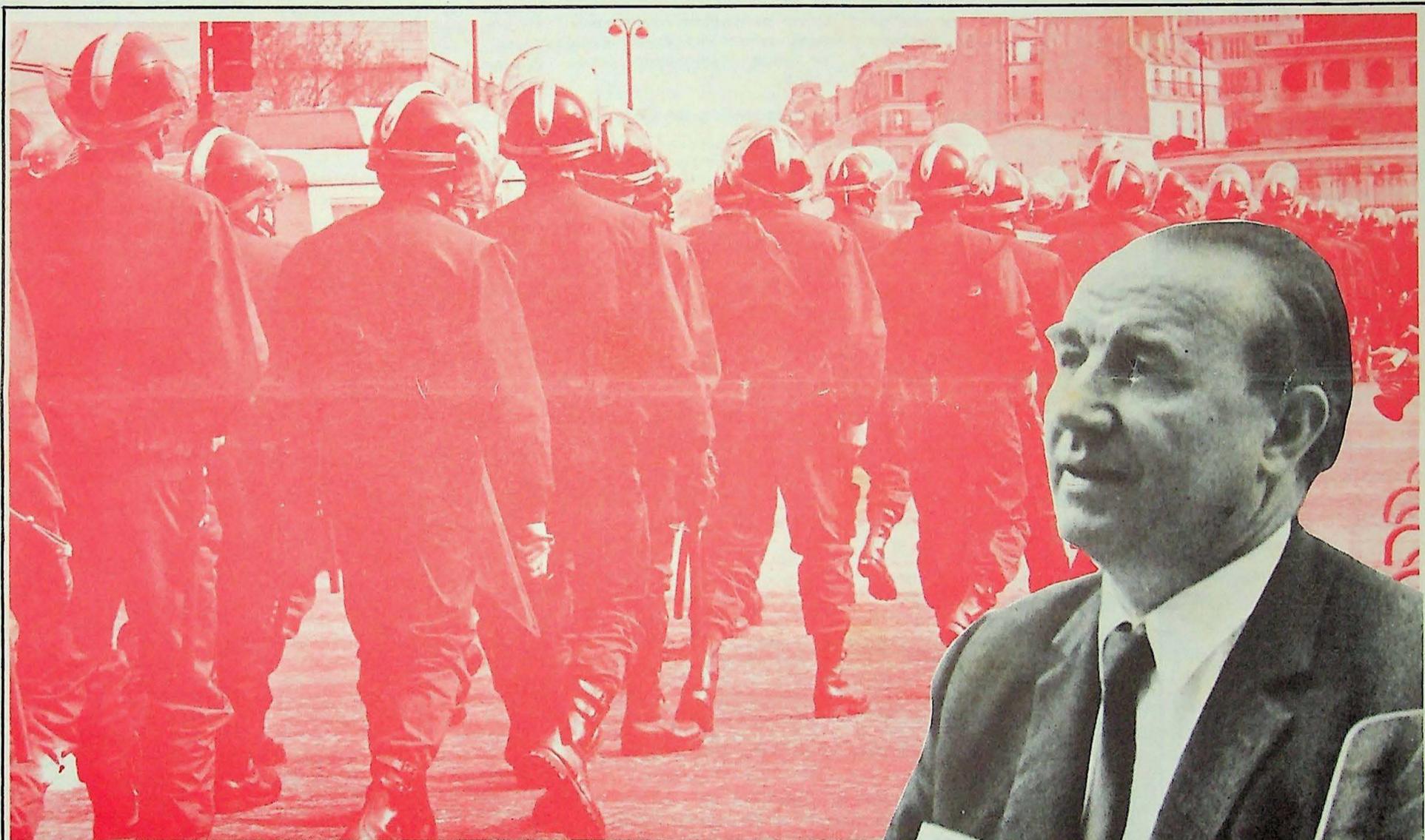


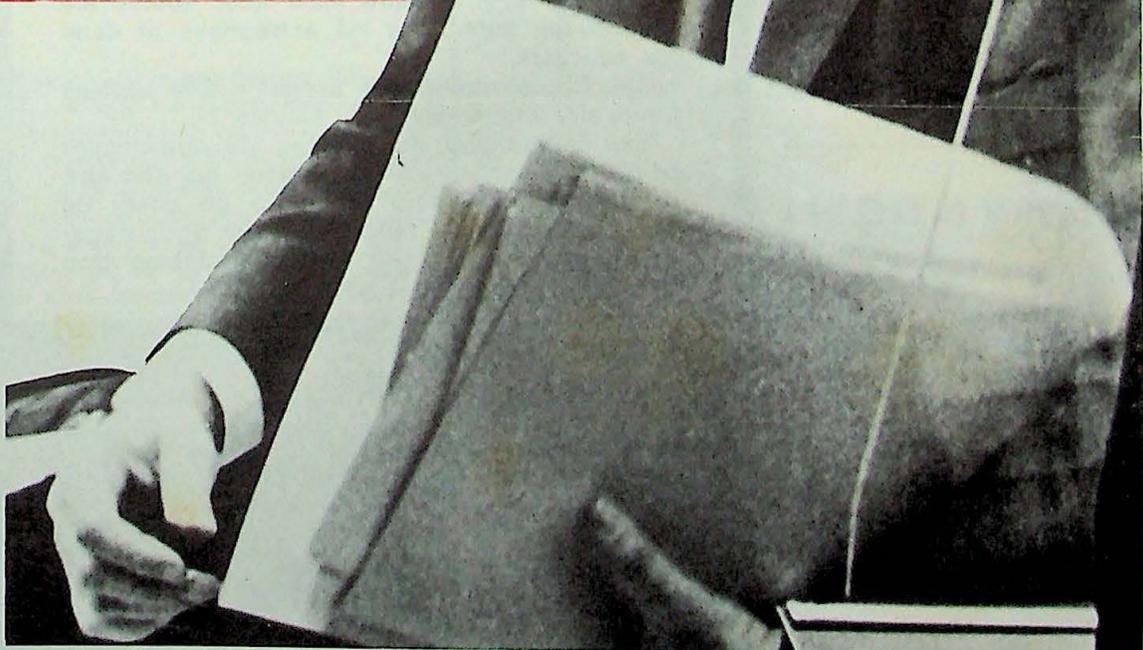
tribune

socialiste

HEBDOMADAIRE
DU PARTI SOCIALISTE
UNIFIE
N° 508, 1,50 F
JEUDI 23 SEPTEMBRE 1971



**Police,
rien
ne va plus**



Hebdomadaire
du P.S.U.

Direction politique :
Christian Guerche

Secrétaire de rédaction :
Philippe Guyot

Comité politique de rédaction :

Robert Chapuis - Gérard Féran - Jacques Gallus - Jacqueline Giraud - Christian Guerche - Gilbert Hercet - Christian Leucate - Robert Michel - Henry Rosengart.

Rédaction :

Jean-Louis Auduc - Gilbert Chantre - Françoise Claire - Jacques Ferlus - François Gyr - Alain Moutot - Dominique Nores - Lucien Sain- tonge - Jean Verger

Directeur
de la Publication
Guy Degorce

Rédaction :
566-45-37

Administration :
9, rue Borromée
PARIS (15^e)

Abonnements

6 mois 22 F
1 ans 43 F
de soutien à partir de 80 F

C.C.P. 58 26 65

S.A. Imprimerie Editions Moriame,
61, rue du Fg-Poissonnière, Paris 9^e

Photos :
A.G.I.P. (p. 8, 9), Collomber (p. 16),
D.P. (p. 12, 13), A chives (p. 4)

Le présent numéro est tiré
à 24.000 exemplaires

PANTHÉON

Petit à petit

(V.O.)

13, rue Victor-Cousin

ODE. 15-04

Permanent de 14 h à 24 h

La préparation du Conseil National

Gustave Massiah

Le prochain Conseil National du P.S.U. sera consacré à la définition des positions internationales du Parti. Nous avons accumulé un tel retard dans ce domaine que la discussion ne sera sûrement pas facile. Le risque de voir se produire un affrontement de lignes sans débouchés n'est pas à exclure. La seule façon de dépasser une telle situation est de chercher à poser les problèmes au fond et d'organiser un débat qui puisse réellement déboucher sur une définition de la ligne internationale du Parti.

Les objectifs du Conseil national

Que peut-on attendre du Conseil National et sur quoi, concrètement doit-il déboucher ? Nous pensons que dans les conditions actuelles et compte tenu des problèmes qui se posent, au mouvement révolutionnaire international d'une part et à notre Parti d'autre part, il faut faire de ce Conseil une étape dans la nécessaire coordination des luttes anti-impérialistes et révolutionnaires.

Pour cela, les objectifs que nous pouvons fixer à ce Conseil pourraient être les suivantes :

- une définition des positions internationales du Parti impliquant la clarification sur un certain nombre de problèmes et permettant, à travers le débat, une avancée théorique collective pour le Parti ;

- des directives claires pour la commission internationale permettant d'asseoir sur une analyse sérieuse la nature de nos rapports avec les autres organisations (Etats socialistes, organisations révolutionnaires, mouvements de libération...)

- des initiatives permettant de renforcer la lutte contre l'impérialisme et tout d'abord contre l'impérialisme français ;

- des propositions concrètes d'organisation permettant de déboucher sur une coordination permanente du mouvement ouvrier et paysan dans les pays capitalistes européens.

La préparation du Conseil

Compte tenu de l'importance des problèmes à débattre et de leur complexité, il paraît indispensable d'ordonner la discussion et de proposer une méthode d'approche.

Il faut partir de ce qui est admis par tous ; notre stratégie socialiste internationale est le résultat d'une alliance entre trois catégories de forces : les Etats socialistes, le prolétariat des pays impérialistes, les peuples dominés par l'impérialisme. Partant de là, les divergences apparaissent quand on essaie de définir ce que recouvre chacune de ces catégories, quelles places relatives elles occupent dans la définition de la stratégie et quel type de coordination on retient.

Pour pouvoir arrêter une réponse, il faut prendre en con-

sidération des questions préalables qui sont aujourd'hui en discussion dans le mouvement révolutionnaire international. La réponse à ces questions détermine dans une large mesure la ligne que l'on peut en fin de compte réunir.

Ces questions concernent :

- la place des Etats socialistes dans une stratégie internationale et notamment :
— la nature de classe du pouvoir en U.R.S.S., dans la mesure où elle détermine la position de l'Etat soviétique ;
— la signification et l'importance que l'on accorde à l'expérience chinoise ;

- les leçons que l'on peut tirer des autres expériences de construction de socialisme (Cuba, Vietnam du Nord, Corée, Albanie, Tchécoslovaquie, Yougoslavie, Hongrie, République Démocratique Allemande, Hongrie, Pologne, Bulgarie) et leur place dans le rapport de forces mondial ;

- la place des peuples exploités par l'impérialisme dans une stratégie internationale et notamment :

- la liaison entre les luttes de libération nationale et la révolution socialiste, la nature des alliances dans les fronts, les formes de lutte... ;

- la nature des périodes de transition correspondant aux différents niveaux de développement des forces productrices (voie de développement non capitaliste, capitalisme d'Etat, accumulation primitive) à partir des expériences d'Algérie, du Chili, du Yémen, de la République Populaire du Congo, de la Tanzanie, etc. ;

- la place du prolétariat des pays impérialistes dans une stratégie internationale et notamment :

- la coordination des luttes en Europe capitaliste et les réponses apportées aux nouvelles formes de l'exploitation et de la domination capitaliste ;

- la forme de la stratégie à mettre en œuvre à partir notamment de :

- l'analyse de l'importance des crises et des conflits intercapitalistes (concurrence, crise monétaire, etc.) ;

- la nature de la solidarité entre les peuples dominés par l'impérialisme et le prolétariat des pays impérialistes ;

- la leçon que l'on tire de l'expérience des Internationales précédentes et des stratégies mises en service (stratégies soviétiques et chinoises, tentatives de l'O.L.A.S., etc.).

Ce sont ces points qui devront être discutés dans le Parti. Il est certain toutefois que l'objectif de la discussion n'est pas de porter un jugement global et définitif sur les différentes expériences ou de

trancher sur des problèmes aussi délicats que notre conception de la société socialiste et des étapes de transition.

L'objet de la discussion est de définir une stratégie internationale du P.S.U. et de situer à cet effet la position des principales forces dans le mouvement révolutionnaire mondial. Sur de nombreux points abordés dans cette discussion préalable on ne pourra d'ailleurs pas aboutir à un accord et il faudra mettre en évidence les positions contradictoires en présence.

L'organisation du débat

Le Conseil National aura lieu en avril 1972. La Commission internationale cherchera à mettre à la disposition du Parti tous les éléments d'information nécessaires à l'approfondissement du débat.

Dans une première étape et d'ici février 1972, le débat portera sur les questions préalables soulevées plus haut. Pour chacune de ces questions, la Commission internationale en liaison avec la Commission formation préparera un P.S.U.-Documentation. Il est certain que les sections peuvent, sans attendre la parution des P.S.U.-Documentation, engager le débat. Pour aider les militants à préparer les séances de travail, un « Directive » contenant le plan des futures parutions sera envoyé en septembre.

Parallèlement à ces parutions, des articles et brochures seront publiés pour éclairer le débat. Ils porteront sur les problèmes théoriques et l'analyse des expériences. Des articles sur l'impérialisme paraîtront dans Critique Socialiste. Les brochures porteront sur l'impérialisme français, les travailleurs immigrés, les minorités ethniques et les problèmes régionaux ainsi que sur le Vietnam, le Chili, le Pérou, etc.

Conformément aux directives votées par le VII^e Congrès, le débat sera très largement ouvert. On cherchera à y associer les organisations appartenant au mouvement révolutionnaire mondial. Leur contribution sera publiée et portée à la connaissance du Parti comme celle de tous les militants.

A partir du mois de février ou mars 1972, fera une synthèse de la discussion préalable et lancera la préparation directe du Conseil National. La tâche paraît difficile et le calendrier chargé. Il faut que ce débat soit pris en charge par tous les militants. C'est à cette condition que le Conseil National marquera une étape dans l'organisation des forces qui luttent contre l'impérialisme et pour la victoire du socialisme.

Prochainement n° spécial

TS - "Femmes"

Un T.S. spécial sur les problèmes « femmes » va sortir prochainement et abordera un certain nombre de problèmes ouvrant la discussion non seulement dans le parti mais avec toutes les femmes en lutte dans les entreprises et dans les quartiers.

Ce T.S. permettra de préparer des assises nationales dès le début de l'année 72.

Les fédérations sont priées de commander très rapidement ce numéro spécial qui doit être un outil militant pour permettre de poser ce problème en termes révolutionnaires et de dégager une ligne politique sur un problème trop longtemps passé sous silence.

Fédérations, sections, passez vos commandes dès maintenant

à Tribune Socialiste, 9, rue Borromée, Paris 15^e
C. C. P. Paris 5826.65

Prix : 1,50 F (Prix de vente : 2 F)

Paiement à la commande

L'automne de Prague

Bernard Jaumont

Prague. Août 1968. Les chars soviétiques entrent en Tchécoslovaquie officiellement pour faire face à la menace que la République Fédérale d'Allemagne et son chancelier Willy Brandt font peser sur les pays « communistes ». Trois ans plus tard, pour célébrer cet anniversaire, Brejnev rencontre Brandt en Crimée et les deux hommes d'Etat se mettent d'accord sur des problèmes essentiels pour l'un comme pour l'autre.

Est-ce que depuis 1968, il s'est produit à Bonn une révolution qui fasse de l'Allemagne de l'Ouest un pays socialiste ? Ça se saurait. Ou bien est-ce que Brejnev a reconnu que rien ne justifiait l'intervention en Tchécoslovaquie ? C'est à Husak qu'il faut poser cette question. Alors pourquoi a-t-on tué le printemps de Prague ?

La réponse est venue, dimanche dernier, de Crimée : Brejnev et Brandt parlent le même langage, celui des grandes puissances et ils avaient des choses importantes à se dire.

Il faut reconnaître que l'accord auquel ils sont parvenus est un bon marché, où chacun trouve plus de véritables satisfactions qu'il ne fait de réelles concessions.

Pour l'U.R.S.S., c'est la consécration officielle de son empire dont personne ne contestera plus la frontière sur l'Oder et la Neisse ; c'est la reconnaissance de l'Allemagne de l'Est, et l'acceptation par l'Allemagne des conséquences de sa défaite et de son partage en deux Etats ; c'est surtout la première satisfaction diplomatique qu'elle enregistre depuis longtemps, et qui compense un peu l'hostilité rencontrée en Pologne, la méfiance de la Roumanie, les revers en Méditerranée, les échecs en Extrême-Orient. C'est encore la perspective de voir s'ouvrir prochainement la conférence européenne sur la sécurité que l'U.R.S.S. réclame depuis des années parce qu'elle lui permettrait de marquer un point sur son grand rival, les Etats-Unis.

Pour l'Allemagne, l'accord représente d'abord un immense succès de prestige : il y a deux semaines, elle était absente des négociations sur Berlin dont le sort était réglé par les quatre pays vainqueurs de la Seconde guerre mondiale. Et aujourd'hui, elle négocie seule avec l'U.R.S.S., même si cela ne fait pas très plaisir à Nixon et à Pompidou ; elle entre à l'O.N.U., et désormais, il faudra compter avec la position qu'elle prendra dans tout ce qui y sera négocié. Et puis elle va avoir un fauteuil à la conférence européenne sur la sécurité, ce qui est capital : pour la première fois depuis la fin de la guerre, l'Allemagne est officiellement admise à parler elle-même des problèmes de sa défense. Bien sûr, per-

sonne ne se fait d'illusions sur ce qui se dira dans cette conférence, mais c'est tout de même pour Bonn le premier pas vers une complète indépendance de sa politique militaire. Au surplus, l'Allemagne de l'Ouest va trouver là un argument supplémentaire dans ses discussions avec les Etats-Unis : c'est elle maintenant qui décidera du sort des troupes américaines en Europe.

Mais au-delà des intérêts de chacun des Etats, l'accord qui vient d'intervenir en Crimée signifie surtout une restructuration des rapports de forces entre grandes puissances et une redistribution des cartes entre les différents impérialismes. Après 1945, pour maintenir en Europe occidentale et en Extrême-Orient les régimes dont ils avaient besoin, les Etats-Unis ont favorisé le développement d'un capitalisme sauvage au Japon et, à moindre degré, en Allemagne. Il ne faut pas s'étonner qu'au moment où l'empire américain est en crise, se développent près de lui et bientôt contre lui deux empires rivaux, japonais et allemand.

C'est la forme que le capitalisme européen va essayer de prendre pour résister au géant américain. Pour l'instant, l'Europe du capital a échoué et il ne pouvait pas en être autrement : une communauté ne peut pas naître de la juxtaposition d'intérêts antagonistes ; mais cela veut dire ou bien que l'ensemble des activités européen-

nes va progressivement passer sous le contrôle des grands trusts américains, ou bien que les firmes allemandes (les seules en Europe qui aient une taille suffisante pour amorcer la riposte) parviendront à absorber l'essentiel des capacités des autres pays d'Europe pour se tailler un empire capable de résister à celui des Etats-Unis. Plus tard, et si rien ne vient arrêter cette évolution, les grands trusts multinationaux pourront se passer des appareils étatiques ; mais pour l'immédiat, c'est en s'appuyant sur la puissance politique de l'Allemagne de l'Ouest que le capitalisme européen va essayer de se maintenir en place.

Il ne faudrait pas croire qu'il s'agit là uniquement de batailles entre capitalistes dont le résultat serait parfaitement indifférent pour les travailleurs. Un simple fait est à cet égard très significatif : pour subsister, pour se développer, pour absorber d'autres entreprises, les firmes allemandes ont besoin de renforcer l'exploitation des travailleurs, même si c'est au prix d'un ralentissement de l'expansion. Pompidou au contraire et Giscard ont choisi d'essayer de profiter d'un petit avantage de change pour porter quelques marchés à l'exportation.

Or, récemment, le représentant du C.N.P.F. affirmait qu'il fallait s'attendre à une stagnation, voire une diminution du niveau de vie en France. Sur qui s'alignait-il, sur Pompidou ou sur les firmes allemandes ? L'accord entre Brandt et Brejnev signifie aussi que désormais, le capitalisme allemand est assez puissant pour imposer ses choix économiques et financiers aux entreprises européennes, éventuellement par-dessus la tête de leur gouvernements.

Que l'on nous comprenne bien : la politique du tandem Pompidou-Giscard n'est, elle aussi, que l'expression des intérêts du capitalisme français et il importe peu effectivement aux travailleurs que le profit aille à des capitalistes d'une nationalité ou d'une autre. Seulement désormais, il leur faudra se battre sur deux fronts si ce n'est sur trois, et à la lutte contre l'exploitation par leur propre patron et contre l'Etat qui le soutient, ils devront ajouter le combat contre l'impérialisme allemand en train de s'affirmer, et contre l'impérialisme américain, qui se transforme.

C'est véritablement de choses sérieuses que parlaient le communiste Brejnev et le social-démocrate Brandt et l'enjeu était de taille, pour l'un comme pour l'autre. Mais dira-t-on : où est le socialisme dans tout cela ? C'était la question qu'on allait poser. A Prague. Au printemps 1968. Il était grand temps de le tuer, le printemps de Prague, pour que les hommes d'Etat puissent continuer à parler de choses sérieuses.

Rencontre avec un camarade chilien

Une délégation de la commission internationale du P.S.U. dirigée par Michel Rocard, a rencontré le député socialiste chilien Carlos Gonzales Jaksic de passage à Paris.

Au cours de la discussion très amicale qui a suivi, le camarade Gonzales a eu l'occasion d'exposer les objectifs du parti socialiste chilien. Il a insisté sur la revendication d'une nationalisation sans indemnisation des mines de cuivre, sur l'objectif d'une réforme constitutionnelle tendant à la création d'une assemblée populaire unique, sur la nécessité d'accélérer la réforme agraire, de nationaliser les monopoles textiles et les établissements bancaires.

De son côté, la délégation du P.S.U. a eu l'occasion de développer ses analyses sur l'intensification de la lutte de classes en France et sur les possibilités offertes au mouvement révolutionnaire international par la crise actuelle du capitalisme et de l'impérialisme.

Paris, le 13 septembre 1971.

Des divergences fondamentales

Nous publions ici, la réponse du bureau national du P.S.U. à la lettre du bureau politique du Parti Socialiste, du 23 juin dernier (1)

Nous avons bien reçu en son temps votre lettre du 23 juin, qui a reçu toute notre attention. Cette lettre appelle de notre part un certain nombre de remarques.

Sur la forme, tout d'abord, vous comprendrez aisément qu'il ne nous ait pas été possible, quarante-huit heures avant notre septième congrès, d'en changer l'ordre du jour pour faire place à un débat sur les relations entre nos deux partis, débat que l'état desdites relations jusque-là rendait inutile. Vous nous demandiez en outre de communiquer la teneur de cette lettre aux délégués à notre congrès, mais cette tâche matérielle nous fut épargnée par vos propres soins, puisque les congressistes purent prendre connaissance de votre texte par la presse.

Mais c'est naturellement sur le fond de votre lettre que porteront nos principales remarques.

Cerner nos divergences

Il est hors de doute que la division des forces qui se réclament du socialisme est difficilement admise par les travailleurs. Cette affirmation, cependant, ne saurait à elle seule fournir une appréciation satisfaisante de la situation, car elle laisse trop croire que la fin de cette division est le principal des problèmes qu'il nous faut résoudre pour que puisse commencer la transformation socialiste de la France.

Le problème réel consiste à cerner exactement les divergences qui nous séparent.

Nous avons eu avec le Parti Socialiste S.F.I.O. dont vous êtes aujourd'hui les successeurs une longue série de divergences dont l'une des plus récentes et des plus significatives a été l'attitude prise devant le mouvement de mai 68.

Quelles qu'aient été les insuffisances du mouvement révolutionnaire qui s'est manifesté depuis, et dont nous sommes plus conscients que quiconque, en étant partie prenante, il reste que le champ politique est profondément transformé par le développement de ce mouvement. N'en pas tenir compte, essayer de le « folkloriser », affirmer tantôt qu'il s'agit d'aimables farceurs, tantôt qu'il a contribué à développer de nouvelles contradictions de notre société, relève d'une absence d'analyse sérieuse. Dans ces conditions, nos divergences se ramènent à nos yeux à trois points fondamentaux :

Trois points fondamentaux

● Nous considérons que le système politique officiel qui régit la France aujourd'hui est coupé de tout ce qui fait la vie quotidienne des Français, au travail comme hors du travail. Nous refusons donc de donner la priorité, dans notre action politique, à ce que l'on appelle la « politique intérieure » pour donner cette priorité au front des luttes sociales.

● Nous pensons qu'une offensive socialiste n'a de chances de victoire en France que si elle se développe au sein même de la masse des travailleurs, et pas seulement à partir des appareils.

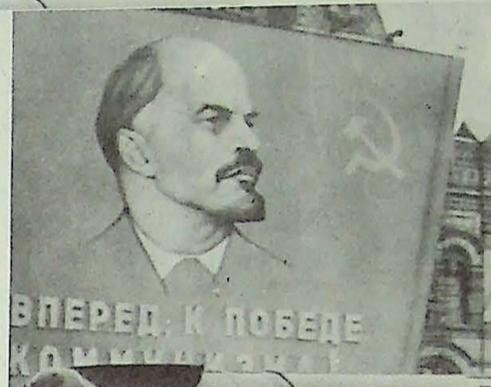
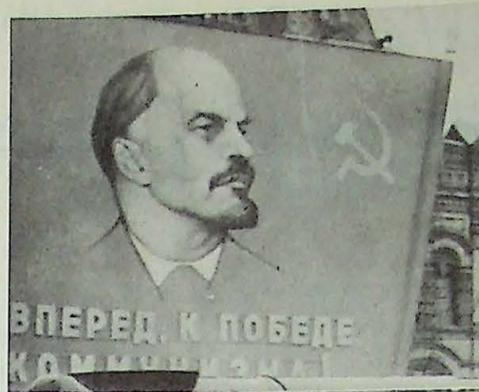
C'est à la base que l'oppression capitaliste est directement ressentie, c'est donc à partir d'elle seulement, par sa prise de conscience et par ses luttes, que peut prendre naissance une offensive dont les appareils politiques ne peuvent être dans le meilleur des cas que l'expression quand ils n'en sont pas un frein.

● Nous pensons enfin que la mobilisation populaire à effectuer ne doit pas se faire autour du seul mot d'ordre d'unité, qui n'en est que le moyen, mais autour de l'objectif d'un socialisme autogestionnaire. Qu'il s'agisse en effet d'imposer le contrôle des travailleurs sur les décisions qui les régissent dans l'entreprise ou d'arracher à l'Etat centralisé les conditions d'une démocratie régionale et locale réelle, il nous semble vain d'attendre que les premières transformations des structures du pays dans le sens du socialisme puissent se faire uniquement à partir du sommet, ce sommet fût-il un gouvernement de gauche. Une pression populaire forte sera nécessaire pour imposer de telles mesures, et elle peut et doit s'exercer dès maintenant dans ces directions.

Ces divergences fondamentales montrent à l'évidence que nos confrontations ne peuvent avoir pour objet la conclusion d'un quelconque accord stratégique ou programmatique mais pourront seulement concerner des accords tactiques sur des luttes à caractère anticapitaliste.

Nous vous prions de croire, chers camarades, à l'assurance de nos sentiments socialistes.

(1) Les titres et sous-titres sont le fait de notre rédaction.



Le plumitif se rebiffe

Jean Verger

Dans mon dernier article de T.S. de la semaine dernière sur le dollar, j'avais répondu au rédacteur de *L'Humanité* qui critiquait un article de M. Rocard paru dans *le Monde*. Je terminais cet article en espérant que le mouvement ouvrier européen renouerait avec le mot d'ordre d'Etats unis socialistes d'Europe « lancé il y a près de cinquante ans par l'Internationale communiste ».

Notre plumitif se gausse de cette phrase, et affirme avec autant de force que de candeur, que l'Internationale communiste n'a jamais lancé un tel mot d'ordre.

Pour preuve de cette affirmation il cite Lénine (« Le socialisme et la guerre », 1915 - Brochure consacrée à la lutte contre le social-chauvinisme...) et en même temps fait un contre-sens énorme : l'article de Lénine dont est extraite la citation s'intitule en effet « à propos du mot d'ordre des Etats-Unis d'Europe » et Lénine explique que si le mot d'ordre des « Etats unis républicains d'Europe » est inattaquable politiquement, il n'est pas juste économiquement.

Dans mon article je faisais allusion au mot d'ordre des Etats unis socialistes d'Europe, qui fut adopté par l'Internationale communiste en 1923, à la suite d'une discussion internationale extrêmement dense.

L'Exécutif de l'Internationale communiste dans la discussion internationale reprit le mot d'ordre des Etats-Unis socialistes d'Europe. Précisons encore que fut éditée en 1926 une brochure signée du pseudonyme de J. Pepper (pseudonyme de Pobjany, membre de l'Exécutif de l'Internationale) et intitulée « Les Etats unis de l'Europe socialiste ». On peut y lire : « Pour la prochaine période, le mot d'ordre des Etats unis socialistes d'Europe doit servir comme mot d'ordre politique d'ensemble des partis ouvriers européens. »

Je conseille donc au « spécialiste » de *L'Humanité* :

1) de relire « Le socialisme et la guerre » (la critique par Lénine du social-chauvinisme lui fera du bien) ;

2) de méditer sur cette phrase d'un grand philosophe : « L'ignorance n'est pas un argument ».

Enfin pour en terminer avec cette petite polémique je signale que l'Internationale communiste, celle d'après Lénine, abandonna en 1925 le mot d'ordre en question et, au diapason d'un certain Staline, érigea peu à peu en dogme la théorie du « socialisme dans un seul pays ».

A ce sujet puis-je me permettre de conseiller à notre contradicteur la lecture d'un excellent livre de Léon Trotsky : *L'Internationale communiste après Lénine* (P.U.F.) !

La démagogie des campagnes anti-pollution

Jean-Claude Leroyer

Depuis juin dernier l'unique entreprise de *La Guierche* (Sarthe) qui emploie 90 employés, dépose des détritres composés de résine synthétique et de matières plastiques pour y mettre le feu, et ce à moins de 500 mètres du bourg de la commune de *Joué-l'Abbé*.

L'intensité du feu projette des particules huileuses qui se répandent sur les herbages, les bovins, les abreuvoirs, ainsi que sur le terrain de sports situé à 50 mètres.

La réaction

Le Conseil municipal de *Joué-l'Abbé* réagit immédiatement et demande à la préfecture d'effectuer une enquête. La réponse qui arrive... le 30 juillet « permet » de continuer et « souhaite » que l'entreprise se munisse d'un incinérateur.

L'inspecteur de la salubrité, lors de son enquête a uniquement contacté le directeur de l'entreprise, et ce un jour où il n'y avait rien à brûler...

Seulement, c'est oublier la disponibilité politique des habitants des campagnes, ouvriers ou agriculteurs, non engagés qui, lorsqu'il leur est

expliqué avec des mots qu'ils comprennent, n'acceptent pas la démagogie des campagnes nationales anti-pollution alors qu'ils ne cessent d'en subir les inconvénients. D'autant que *Joué-l'Abbé* (362 habitants) a été contraint d'installer une station d'épuration de 10 millions A.F. pour être utilisée par 150 d'entre eux et que la commune vit sur 30 millions d'emprunt.

Il est intéressant de constater, en tant que militant révolutionnaire, qu'il a existé chez tous ces gens un esprit de réflexion très important pour me « bousculer », car je n'avais pas envisagé de manifester seul. L'ironie du sort a voulu que je reçoive de la préfecture une circulaire me demandant de signaler immédiatement les cas éventuels de pollution. Il y avait deux mois que les démarches administratives étaient entreprises...

A la suite d'un article dans la presse régionale, la préfecture invite le maire de *La Guierche* et le directeur de l'entreprise de *La Guierche* à discuter. Le maire de *Joué-l'Abbé* devant se contenter des conclusions qui ne sont toujours pas arrivées...

En août, c'est la fermeture annuelle de l'entreprise.

Mobilisation

Dès le début de septembre la population de *Joué-l'Abbé* se mobilise discrètement et le conseil municipal décide à l'unanimité d'envahir le lieu de brûlage à 6 heures du matin.

Dès lors, le processus est engagé ; les autorités préfectorales, municipales voisines, conseiller général, gendarmerie, ingénieurs de l'entreprise (le directeur est absent) arrivent sur les lieux.

A 10 heures, on met le feu au tas de détritres pour que tout le monde puisse constater et ce, après de vives discussions. Il ne reste plus qu'à envisager l'acquisition d'un incinérateur ou d'un broyeur. Mais l'entreprise ne l'entend pas de cette oreille et envisage de fermer. Le conseiller général S.F.I.O. trouve « qu'il faut s'arranger, une usine c'est bien utile ». *L'affaire en est là.*

Ce chantage monstrueux, les tentatives de division entre les deux municipalités, au sein du Conseil municipal de *Joué-l'Abbé*, et surtout entre

ouvriers et paysans, exercées par des « forces occultes » ne désarmeront pas l'ensemble de la population de *Joué-l'Abbé*.

Depuis les dernières municipales, les ouvriers et les agriculteurs commencent à comprendre qu'ils sont victimes d'une minorité de profiteurs, vivants heureux avec le fruit de leur travail.

Ils sont habitués à participer à des réunions d'explications avec le conseil municipal et ce n'est pas un hasard si ce même conseil municipal « non engagé » composé d'une majorité d'agriculteurs a voté à l'unanimité une aide aux derniers grévistes et a décidé que cette aide devienne systématique. Il n'est pas très important que la préfecture ait « brûlé » (sic) la délibération du conseil. Il faut constater que chez tous les travailleurs, il y a une flamme de justice sociale qu'il faut allumer.

Les autorités ont intérêt à réfléchir avant de prendre une décision, car la majorité silencieuse de *Joué-l'Abbé*, qui vote parfois à droite, pourra bientôt s'exprimer.

Maxéville

Répression chez Permali

De nos correspondants

Les sections syndicales C.F.D.T. et C.G.T. de *Permali* voient leurs délégués syndicaux inculpés sur une plainte de la direction (directeur et cadres de direction) suite à une grève de ...février, mars 1971.

Dans cette entreprise, le directeur n'a jamais accepté le fait syndical, et tout lui est bon pour essayer de « maintenir » le personnel. Le patron prend les ouvriers pour des moutons et ce qui le gêne le plus dans « ce qu'il prend pour un troupeau de moutons », ce sont les chiens de berger, les délégués.

Alors il imagine, avec ses compères du patronat local, de faire un beau procès, histoire de décapiter les syndicats contre qui il mène avec acharnement, aidé par ses laquais, une lutte de classe acharnée.

Mettre au pas les syndicats

C'est le capitaliste qui, sous un air libéral, jette le masque et apparaît sous son vrai visage. Ami de *Servan-Schreiber* (voir les articles de celui-ci dans « *L'Express* », élo-

gieux pour notre directeur), président des H.L.M. de l'Est, la tête lui tourne au point de tenter le grand coup : mettre au pas les syndicats dans sa boîte en les décapitant. Quel soulagement ça serait pour le patronat local ! Ces sacrés *Permalis*, toujours en éruption, quel « mauvais exemple pour les ouvriers » sur la place de Nancy ! Alors, on cherche à s'appuyer sur la justice pour liquider des militants ouvriers.

Mais c'est sans compter sur la réaction des travailleurs de *Permali*, qui ont déjà fait souvent la preuve de leur conscience ouvrière : ils sont nombreux ceux qui refusent d'être aux bottes de la direction, ceux qui refusent les « augmentations-aumônes », ceux qui refusent de se laisser amocher dans leur peau parce qu'on a oublié la sécurité.

Citons un extrait du tract commun C.F.D.T.-C.G.T. en date du 3 septembre : « ...Nous appelons les travailleurs à faire preuve d'esprit critique par rapport à leurs conditions de travail, et à nous faire savoir (pour les prendre en charge

ensemble activement) toutes réclamations de sécurité... Travailleurs, à nous la sécurité ! Prenons en mains, nous-mêmes, notre sécurité ! Opposons aux réunions-cimetières où la direction enterre les problèmes, un front uni pour les décisions rapides. »

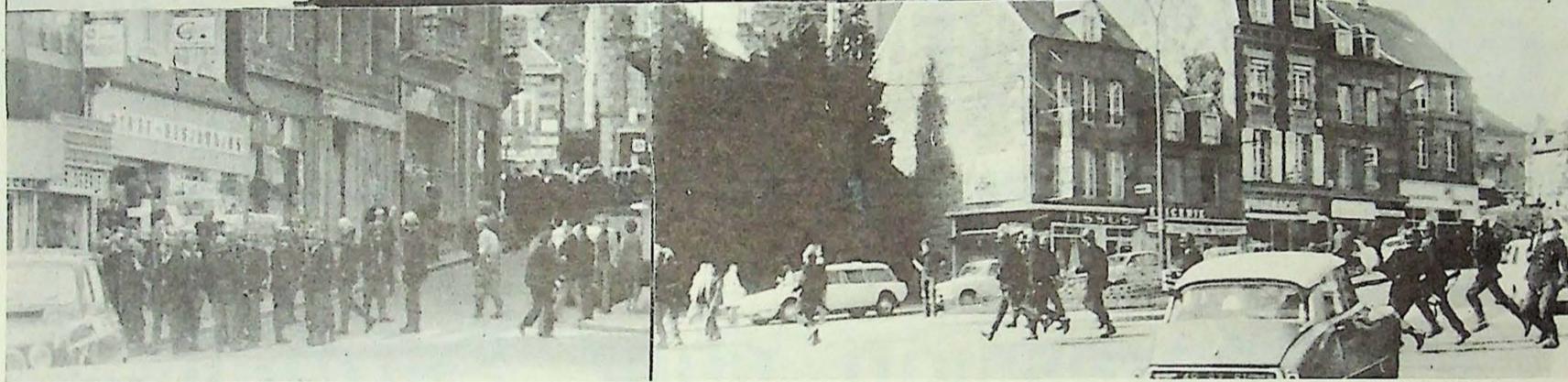
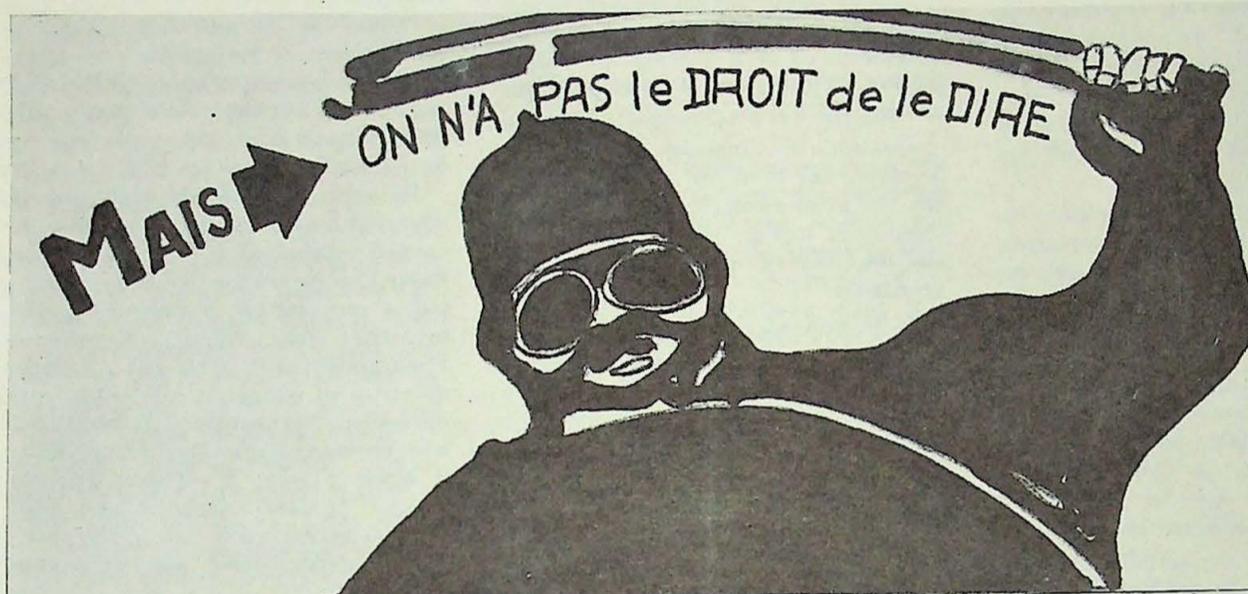
Ou sont les adversaires ?

Nos camarades syndicalistes *Lhuillier* et *Mattera* comparaitront devant le juge d'instruction le 22 septembre pour les motifs suivants : « entrave à la liberté du travail, séquestration, menaces ».

« *L'Est Républicain* », journal qui a fait l'élection de *Servan-Schreiber*, n'a pas inséré le communiqué inter-syndical protestant contre cette inculpation, négligeant une pétition de 300 signatures recueillies dans l'entreprise. Les choses sont claires : les travailleurs savent où sont leurs ennemis.

La parole est aux travailleurs ! Dès la nouvelle connue, nous avons alerté l'union locale des sections du parti : une campagne de tracts et d'affiches est commencée et des contacts sont pris avec les autres organisations.

A Ferodo, l'amiante tue



rent dans une réunion du conseil municipal de Flers pour solliciter une salle municipale. Halbout, député-maire P.D.M. ayant levé la séance sans que cette demande soit prise en considération, une occupation de la mairie fut aussitôt décidée et exécutée... jusqu'au lendemain matin, car à 10 h, sur ordre du préfet, les forces de l'ordre vinrent expulser nos camarades. L'objectif était néanmoins atteint : montrer que la préfecture et la municipalité n'hésitent pas à se retrancher derrière la police. Dans le même temps un tract d'explication était distribué à la population.

On est matraqué !

Mais la réunion annoncée par le Secours Rouge restait prévue pour l'après-midi à 16 h. 300 à 400 per-

« Tribune Socialiste » a déjà rendu compte de la campagne d'information menée par le Secours Rouge sur l'asbestose, maladie provoquée par le travail de l'amiante qui sévit à l'usine Ferodo de Condésur-Noireau (Calvados).

Contre les usines cimetières

L'asbestose est une maladie incurable due aux poussières d'amiante qui se fixent dans les poumons ; elle progresse même après la fin de toute exposition et provoque une mort atroce par asphyxie. Il n'existe actuellement aucun traitement pour guérir de l'asbestose, mais des installations techniques et mesures médicales appropriées permettraient de prévenir la maladie.

● Or, les appareils d'aspiration de poussières sont vétustes et insuffisants : la direction de Ferodo le reconnaît d'ailleurs, qui se déci soudainement à des investissements importants en ce sens !

● Quant aux médecins du travail, quand ils ne ferment pas purement et simplement les yeux, ils font donner une pension ridicule aux travailleurs trop atteints pour

continuer de travailler ; jamais ils ne mettent en cause les racines du mal.

Pour la liberté d'en parler

Par tracts et affiches, le Secours Rouge informa sur la maladie et dénonça les coupables (capitalistes, médecins et cadres complices). La prise de conscience à Ferodo fut immédiate : discussions, débrayages dans l'une des usines, refus de plus en plus large de l'hypocrite prime d'empoussièremment... Il était prévu de prolonger cette information par la projection de deux films réalisés par le Secours Rouge traitant des maladies professionnelles : la silicose dans les mines du Nord, les intoxications dans les usines de peinture Valentine. Des travailleurs de ces entreprises allaient s'expliquer et animer les débats. La veille de la réunion (18 juin), Pontal, préfet du Calvados interdit celle-ci « considérant qu'elle n'a pas le caractère d'une réunion privée... que sa tenue est de nature à provoquer des troubles de l'ordre public » et dépêche deux cars de gardes-mobiles autour du cinéma qui avait été loué. Le texte de cet arrêté a posé

bien des questions à ceux, nombreux, qui venaient discuter de leurs conditions de travail :

● Faut-il désormais avoir recours à des moyens clandestins pour parler ?

● Qui a peur de voir mises sur la place publique, les conditions que l'on impose aux travailleurs entre les murs des usines ?

● Qui sont les provocateurs et qui vient troubler l'ordre en envoyant d'importantes forces de police dans une paisible cité, un samedi après-midi ?

● Quel ordre craint-on de voir troublé ? Celui d'un système dont la loi est le profit des patrons au prix de la souffrance et de la mort des travailleurs ?

Malgré cette interdiction, une réunion identique fut préparée à Flers-de-l'Orne (10 km de Condé) pour la semaine suivante : ou bien nous pourrions nous exprimer, ou bien Lucchesi, préfet de l'Orne, qui se donne volontiers des airs démocrates, devrait se démasquer. La réunion ne fut pas interdite officiellement, mais des pressions de la préfecture furent exercées sur les détenteurs de salles privées.

C'est pourquoi le 25 juin des militants C.F.D.T. et P.S.U. intervin-

sonnes — ouvriers, paysans, lycéens, ménagères — étaient massées sur la place du rendez-vous... où les attendaient plusieurs cars de gardes-mobiles. Dès que le camarade du Secours Rouge prit la parole, la police, sans les sommations d'usage, se mit à charger... La ville de Flers n'avait pas connu de telle intervention depuis la dure grève du textile de 1905 ; dans les groupes qui se dispersaient, on rapprochaient les deux événements : « quand les travailleurs crient que ça ne va pas, ceux qui empochent et exploitent, frappent pour que ça continue d'aller ainsi. »

A la suite de ces événements un comité de lutte pour la liberté et le droit d'expression s'est constitué qui regroupait, outre le P.S.U. et la C.F.D.T., le centre des Jeunes agriculteurs, l'Action catholique ouvrière, l'Association populaire familiale, l'Association des familles nombreuses et même le presbytère de Flers ! Refus significatif, celui de la C.G.T. et du P.C.F. qui n'ont vu là qu'une « mascarade ». Voici le compte rendu de « L'Humanité-Dimanche » : « Les incidents de Flers mettent en lumière le rôle néfaste joué par les éléments gau-

chistes dans la bataille actuelle. Prenant prétexte de problèmes réels, en l'occurrence la dénonciation de la maladie de l'amiante, l'asbestose, qui menace particulièrement les travailleurs des usines Ferodo, le but des gauchistes n'est pas d'unir les travailleurs contre leurs exploiters, mais de rechercher délibérément la provocation... »

Le P.C.F. se raccroche à des alibis qui, à Flers, ne trompent plus grand monde.

Après la coupure des vacances, l'action continue : la municipalité va sans doute être contrainte de prêter une salle et la projection-débat sur les maladies professionnelles aura lieu. Ce sera le début d'une plus vaste offensive contre les conditions de vie infligées aux travailleurs.

Notre action dans le Secours rouge

Les militants du P.S.U. ont été pleinement engagés dans le mouvement depuis le début et cela a permis une clarification de notre pratique, en particulier à l'intérieur du Secours rouge.

Ce qui est en cause c'est la nature du S.R. : ni organisation de masse, ni parti politique, il tient des deux et se trouve répondre souvent au dessein maoïste. En tant que mouvement de masse, il permet de regrouper des éléments hétérogènes, venus de tous horizons (jeunes travailleurs, étudiants, commerçants, vieux militants syndicaux ou politiques plus ou moins désabusés...). Mais il risque de devenir un mouvement politique qui, surtout quand son action déborde le cadre de la lutte antirépressive, a besoin d'une analyse et d'une stratégie politiques. Etant donné la composition du S.R. il est normal que les thèmes politiques maoïstes y rencontrent des succès. Ainsi s'explique la pratique apparemment contradictoire de la G.P. que nous avons constatée à Flers : d'une part langage « populiste » qui couvre une action de vaste rassemblement, ne souffrant aucune exclusive ; d'autre part un dogmatisme et un sectarisme qui visent à neutraliser tout autre influence politique.

Pour notre part, et quelles que soient nos critiques à l'égard du S.R. nous dégageons de l'expérience deux éléments positifs devant renouveler notre action :

● **nécessité prioritaire de constituer des groupes politiques dans les entreprises.** Faute de cette implantation à Ferodo, nous n'avons pu dépasser le stade de la campagne d'information.

● **nécessité de luttes communes** permettant le décloisonnement des différentes catégories sociales. A Ferodo la campagne contre l'asbestose a associé aux ouvriers de la boîte des travailleurs des entreprises voisines, des commerçants, employés, étudiants et quelques paysans. C'est par l'action que l'unité se réalise autour de la classe ouvrière. □

Evian

La défaite de Riboud

Jacques Ferlus
(enquête de nos correspondants)

Depuis lundi matin, l'eau d'Evian remplit à nouveau les bouteilles en plastique. Le travail a repris. Les « empileurs » ont recommencé leur pénible tâche. Un peu moins pénible toutefois.

Après le vote négatif pour la reprise du travail au début de la semaine dernière, les négociations avaient repris le mercredi 15 septembre. Après 13 heures de discussions acharnées, un protocole d'accord a été arrêté.

Les « empileurs » voyaient leur temps quotidien de travail réduit de un sixième ; le patronat acceptait des réductions d'horaires, la pré-retraite et un plan de reconversion pour certains salariés ; les 1 100 travailleurs se voyaient attribuer six journées de salaires à titre de dédommagement des jours de lock-out, c'est-à-dire dix-neuf jours ouvrables.

Vendredi 17, en assemblée générale, 75 % des travailleurs se prononçaient pour la reprise du travail.

Victoire du contrôle ouvrier

Même si tous les problèmes des « empileurs » ne sont pas réglés, même s'il peut paraître inadmissible, et en tout cas illégal, de refuser le paiement intégral des jours de lock-out, il faut constater que deux tiers des revendications sont satisfaites.

Plutôt que de prendre le risque de voir leur mouvement s'effiloche, pour la plus grande joie du patronat, les travailleurs ont choisi de reprendre le travail pour conserver les acquis de leur lutte. Ils s'étaient lancés dans la bataille trois semaines plus tôt.

A Evian, les travailleurs ont mis le patronat en échec. M. Riboud a eu peur. Un conflit, qu'il considérait comme très localisé, a pris tout à coup une importance régionale et nationale. Dans les campagnes savoyardes, 1 100 travailleurs (et plus particulièrement 72 « empileurs ») réveillaient la conscience politique des populations, faisaient naître un mouvement de solidarité paysans et ouvriers. Soudain, chacun prenait conscience de son exploitation.

Du coup, la municipalité U.D.R. d'Evian est obligée de donner un petit coup de barre à gauche. Elle verse 20 000 francs aux grévistes résidant sur la commune et 10 000 francs au comité de soutien. On ne prend jamais trop de précautions. Encore que cet argent sera vite récupéré sur le dos de ces mêmes travailleurs. Il paraît, en effet, que la redevance des Eaux d'Evian à la municipalité est de 12 000 francs par jour. Il est donc superflu de se confondre en remerciements.

Nationalement, le comité de soutien a recueilli 60 000 francs. Sans

compter les 10 000 francs que la fédération C.G.T. de l'alimentation refuse de verser à ce comité de « gauchistes ». Des messages de solidarité sont arrivés de nombreuses entreprises, qui ont également fait connaître, par un autre courrier, leur façon de penser à M. Riboud.

Jour après jour, le conflit connaissait une plus grande publicité, beaucoup trop. L'affaire devenait dangereuse en risquant de donner des idées à d'autres travailleurs dans d'autres entreprises. Ce n'était pas le moment. Qu'il le veuille au non, M. Riboud devait baisser les bras. Il l'a fait.

Les travailleurs n'obtiennent aucun avantage de salaire. Ils n'en voulaient pas. Leur victoire, ils la remportent sur les conditions de travail ; uniquement là-dessus. C'est une victoire du contrôle ouvrier.

En trois semaines, les 1 100 travailleurs des Eaux d'Evian ont appris à se battre. Par manque de formation syndicale, de maturité politique, ils ont commis des erreurs. Elles ne se renouvelleront pas.

Ils se posent aussi quelques questions.

Sur l'efficacité des forces de la gauche traditionnelle tout d'abord. Ils attendent toujours de voir le parti socialiste. Le P.C.F. n'a pas touché une bille durant toute la durée du conflit. Les attitudes contradictoires de la C.G.T., selon qu'il s'agissait de la base ou de l'appareil, n'ont pas été comprises.

Ils ne font pas plus confiance aux thèses extrémistes du mouvement

révolutionnaire. Les maoïstes, parachutés en nombre depuis Grenoble, ont été incapables de faire une analyse sérieuse de la situation et ont une nouvelle fois attaqué systématiquement les organisations syndicales. On pense, à Evian, qu'on ne peut véritablement comprendre un conflit que de l'intérieur. Les travailleurs ont donc rejeté les thèses maoïstes.

Une avancée révolutionnaire

A l'intérieur, le P.S.U. y était. Il n'a pas tenté de prendre la direction du mouvement, il a simplement aidé les travailleurs à avancer dans leur prise de conscience politique. Il a fait la preuve de son efficacité dans le comité de soutien. Il ne s'est pas arrogé le droit de porter un jugement sur le choix des travailleurs quand ils ont décidé de reprendre le travail. Mais il leur propose maintenant de faire un autre pas, un pas différent, et, pour cela, d'organiser sur place une assemblée ouvriers-paysans (A.O.P.). L'écho à cette proposition est plus que favorable.

Aujourd'hui, le groupe P.S.U. des Eaux d'Evian s'est enrichi de six nouveaux militants. La section locale d'autant, et pas les mêmes.

Un comité Secours Rouge se met en place et il aura sûrement fort à faire. Car on peut faire confiance au patronat pour qu'il se lance dans une grande offensive de répression à l'égard de ces paysans ouvriers qui ont osé faire grève. Et qui seraient capables d'oser encore. □

« P.S.U. DOCUMENTATION »

Vient de paraître

N°s 22-23

Sur le mouvement politique de masse 2 F

Numéros disponibles :

N° 8-9 - Histoire du P.S.U.

N° 13 - Les petits commerçants et la crise du commerce.

N° 16 - Les travailleurs immigrés.

N° 18-19 - Le hiérarchie des salaires.

N° 20-21 - Le capitalisme contemporain.

Le numéro simple 1 F

Le numéro double 2 F

Abonnement : les 20 numéros 15 F

à « TRIBUNE SOCIALISTE »

9, rue Borromée - PARIS XV^e

Paiement à la commande

Par chèque bancaire ou postal C.C.P. T.S. 58.26.65 Paris.

A leur tour, ils disent : Marcellin, démission !



Les sanctionnés de la police.

René Molino

La crise de la police n'est que l'une des contradictions inévitables du système. La police, dans son ensemble, est une des forces de répression de la classe bourgeoise. Comme telle, les révolutionnaires doivent la considérer comme un adversaire. Mais elle est composée d'hommes qui pour la plupart n'y sont pas entrés par vocation idéologique, et qui sont des salariés, aux intérêts parfois contradictoires à ceux du pouvoir.

La crise actuelle est, pour une large part, le fruit des campagnes menées pour dénoncer le rôle politique de la police, et les abus commis. Une telle dénonciation est politiquement correcte. Mais il faut savoir que des risques existent de voir la masse des policiers se laisser gagner par les idéologies fascistes. Le mouvement révolutionnaire, s'il veut être capable d'exploiter les contradictions internes du pouvoir, doit être attentif à la réalité.

Nous présentons ici un historique de la crise actuelle.

Une longue crise

Marcellin se trompe s'il s'imagine qu'il résoudra la crise de la police par quelques sanctions assorties de quelques concessions matérielles. Le mécontentement des « flics » ne date pas d'aujourd'hui ; il n'a fait que s'amplifier au cours des derniers mois, et ce n'est pas fini.

A la Préfecture de Police, les fonctionnaires ne se gênent plus pour critiquer à haute voix le ministre de l'Intérieur. L'éclat du Syndicat national des personnels en tenue, à son congrès d'Evian, traduisait une grogne générale, et qui a des causes politiques. Ce n'est pas seulement le refus d'accorder les augmentations de salaires espérées qui est contesté ; c'est aussi la politique du gouvernement en matière d'utilisation de la police.

Seuls ceux qui, aveuglés par un goût hystérique de l'ordre ou, à l'inverse, par un racisme anti-flics systématique, avaient refusé de voir la réalité, ont pu être surpris par les événements des dernières semaines.

En mai 1968, la police avait déjà manifesté une certaine mauvaise humeur à s'engager dans la répression. Fouchet avait étouffé les germes de rébellion en lâchant très vite d'importantes augmentations ; les policiers avaient été, paradoxalement, les premiers à profiter du mouvement des grèves.

Au cours des deux années suivantes, la politique de répression brutale menée par Marcellin n'a pas cessé de poser des problèmes. Les C.R.S. se plaignaient d'être constamment en déplacement, dans des cantonnements défectueux, sans confort, sans hygiène, loin de leurs femmes et de leurs gosses.

Dans les commissariats de la région parisienne, des récriminations s'élevaient : « On mobilise constamment d'énormes effectifs pour le maintien de l'ordre à Paris, on nous fait rester des heures durant dans les cars à ne rien faire, ou bien on nous envoie au casse-pipe. Et pendant ce temps, les effectifs sont insuffisants pour nos tâches classiques : circulation, répression et prévention des délits de droit commun, combriolages, agressions nocturnes... » (1).

La rogne et la grogne

De nombreux maires de banlieue, depuis le communiste Valbon (Bobigny) jusqu'à l'U.D.R. Peretti (Neuilly) y faisaient écho presque dans les mêmes termes : « Trop de policiers au Quartier Latin, pas assez dans nos communes. »

En province, la situation n'était guère meilleure. Pour faire rigoler, il suffisait aux policiers de citer un chiffre : un car de police d'un commissariat de province n'a droit qu'à 30 litres d'essence par semaine.

Surtout, ils se sentaient de plus en plus méprisés. Injuriés dans les manifestations, dénoncés après les manifestations, insultés souvent dans la rue ou dans le métro, et même dans leur famille — ils entendent leurs gosses rapporter les propos de leurs camarades d'école —, ils se sentent « exclus ». Cette situation psychologique, chez eux comme dans n'importe quel groupe, pousse d'abord à une agressivité accrue. Ils cognent. Ils en sont d'autant plus méprisés. Cercle vicieux.

La police selon Marcellin

La politique de Marcellin a mis l'accent sur une certaine image de la police, démasqué son rôle fondamen-

talement répressif — et répressif au service d'une politique. Les policiers en prennent conscience aussi bien que n'importe qui. Méprisés, ils le sont d'abord par le pouvoir qui se sert d'eux.

Quelques-uns vont jusqu'à critiquer leur mise au service d'une faction politique. Gérard Monate, principal leader syndical des policiers, déclare dès le début de 1970 : « S'il y a une infraction, elle doit être sanctionnée de la même façon, quel que soit son auteur. Or, on dit à nos hommes : pour les colleurs d'affiches de telle tendance, soyez indulgents ; c'est ceux de telle autre tendance qu'il faut surveiller. »

Les protections officielles accordées au S.A.C. et aux autres polices parallèles suscitent aussi des agacements.

Il y a un an et demi, le 14 avril 1970, Gérard Monate envoyait au Préfet de police Grimaud une longue lettre rappelant les revendications de son organisation, et écrivait :

« Malgré les explications données, nos collègues continuent de critiquer vivement les conditions dans lesquelles ils sont utilisés... Nos délégués sont formels : le sentiment de défiance envers l'État est devenu très grand, et nos collègues refusent de jouer plus longtemps les boucs émissaires de la situation sociale traversée par le pays. »

Il poursuivait, faisant nettement allusion à la formation des compagnies spéciales d'intervention :

« Nos collègues sont également soucieux de continuer à assurer leurs missions dans le cadre traditionnel des lois de la République, et toute initiative, telle celle de constituer des commandos, soulève, malgré les volontariats enregistrés, une vive critique due à la crainte de voir notre fonction s'orienter vers non plus des missions de maintien de l'ordre traditionnel ou de respect de la loi, mais

uniquement vers des missions politiques au service exclusif d'une idéologie dominante.

« Ceci reste donc très grave, et dans les discussions rien n'a été exclu, pas même l'éventualité d'avoir à un moment donné à nous substituer à l'autorité défaillante pour assurer le maintien des libertés individuelles et garantir la paix publique dans le respect des institutions républicaines. »

Dans quelles conditions cette lettre avait-elle été écrite ? Peu de temps avant, des bagarres particulièrement dures avaient eu lieu à Nanterre. Les officiers avaient maintenu pendant des heures les agents de police sous les fenêtres de la Faculté — d'où les étudiants les injuriaient et les bombardaient de projectiles divers —, avec interdiction de pénétrer dans le bâtiment et interdiction de reculer pour se mettre à l'abri. Après cette mise en condition, ils avaient lâché leurs hommes, comme on lâche des fauves. Résultat prévisible : déchainés, les flics avaient cogné à tort et à travers, s'acharnant même sur les pare-brise des voitures du parking. Il avait fallu que les gendarmes mobiles les empêchent de massacrer les étudiants, même non manifestants, qui sortaient du restaurant universitaire.

A la suite de ces événements, les bruits les plus délirants avaient circulé dans les commissariats : un, deux, trois agents avaient été tués à Nanterre, prétendait-on. A l'origine de ces bruits, on en est à peu près sûr, un des réseaux d'extrême-droite qui subsistent dans la police.

Premier affrontement avec Marcellin

Quelques jours plus tard, le 24 mars 1970, les délégués de la Fédération syndicale des personnels de la Préfecture de police, à laquelle appartient Monate, tenaient réunion à l'Hôtel Moderne, place de la Républi-

BULLETIN D'INFORMATION



Ce supplément à *Tribune socialiste* est destiné aux militants. Il tient lieu momentanément de « bulletin intérieur », compte tenu des difficultés financières du parti qui obligent à chercher les formules les moins onéreuses. Sa publication sera la plus fréquente possible (toutes les trois semaines environ).

D'autre part un bulletin ronéoté *P.S.U. Information* fournira tous les quinze jours les informations essentielles à la vie du parti et des différents secteurs. Ce bulletin sera fourni sur la base d'abonnements collectifs et individuels.

Les sections et les fédérations sont incitées à faire connaître leurs réunions et leurs activités à la rédaction du « Bulletin intérieur », qui en assumera si possible la communication sous la forme la plus appropriée, en fonction de l'intérêt qu'elles représentent. Ecrire à : *Bulletin intérieur* - P.S.U. - 9, rue Borromée - Paris 15^e.

La Direction Politique Nationale a adopté à l'unanimité ou à une très large majorité plusieurs textes sur des points précis : Section Rouge, Organisation des Jeunes Travailleurs Révolutionnaires, Minorités ethniques. On en trouvera les textes ci-dessous :

Lutte contre la répression et Secours Rouge

La Direction politique nationale du P.S.U. rappelle le vote unanime des Conseils nationaux de Rouen et d'Orsay et du Congrès de Lille, faisant de la lutte contre la répression un axe essentiel de l'activité du Parti. Le développement actuel des forces répressives dans certains secteurs particulièrement menacés comme le secteur agricole rend plus nécessaire le renforcement de l'engagement du Parti jusqu'à ce jour très insuffisant en ce domaine.

La Direction politique nationale rappelle le choix politique décidé par les instances nationales du Parti d'un refus de toute action cartellisée en ce domaine et d'un engagement exclusif dans le cadre du mouvement de masse contre la répression : le Secours rouge.

La crise actuelle du Secours rouge et la nécessité d'intervention du Parti en ce domaine amènent les décisions suivantes :

— la D.P.N. décide la création dans le Parti d'un secteur « Lutte contre la répression » qui, à tous les niveaux, coordonne l'intervention extérieure des militants du Parti en ce domaine. Une Conférence nationale sur la lutte contre la répression et l'intervention du Secours rouge est organisée les 2 et 3 octobre.

Une Commission de la D.P.N. qui s'adjoindra les camarades directement engagés dans le Secours rouge

sur le plan national préparera cette conférence nationale. Dans l'immédiat, un texte de travail établi à la suite des travaux d'un stage de militants engagés dans le Secours rouge sera envoyé aux Fédérations pour préparer la réflexion.

La Conférence nationale aura à faire porter sa réflexion sur 4 axes de discussion :

1) *Problème politique de la lutte contre la répression* — nature de classe de la répression en système capitaliste — formes et moyens de cette répression — distinction répression-oppression — nécessité du mouvement de masse ;

2) *La lutte contre la répression* — le champ d'intervention du mouvement de masse contre la répression — les formes de lutte — la composition du mouvement de masse — les rapports du mouvement de masse avec les différents secteurs en lutte — les rapports du mouvement de masse avec les organisations politiques, les autres mouvements de masse, en particulier dans l'entreprise.

3) *Organisation du secteur de lutte contre la répression du parti* ;

4) *Préparation des assises du Secours rouge* — Cette préparation des assises doit être une des premières tâches des militants du Parti. Pour sortir de la crise actuelle il est nécessaire d'une part que le B.N. prenne les contacts nécessaires ; d'autre part et surtout, qu'à la base les sections du P.S.U. engagent leurs militants et mènent la lutte avec nos actuels partenaires du S.R. — Ce n'est qu'à ce prix que la crise du S.R. pourra être surmontée.

Sur tous ces points un document préparatoire sera établi par la commission de la D.P.N. et envoyé à tous les fédérations.

Pour un développement de l'O.J.T.R.

Le courant révolutionnaire ne peut négliger l'apport que peut représenter pour le mouvement ouvrier le développement d'une organisation de masse de jeunes travailleurs. La situation particulière des J.T. dans la production (déqualification, sous-paiement, chômage), leur rôle dans la lutte idéologique, en font une masse particulièrement combative. De plus les J.T. peuvent apporter un sang neuf pour le renouvellement du courant révolutionnaire.

En conséquence, nous demandons :

- une information sous forme de directive spéciale dans tout le parti ;
- une campagne d'abonnements intensive ;
- une liaison avec le secteur entreprise sous la forme d'information, de coordination et d'aides éventuelles réciproques — en particulier, revoir et diffuser la brochure

J.T. faite par l'O.J.T.R. — pour cela échange de camarades aux niveaux de la C.N.E., du C.C.J.T. et de la C.N.A. ;

- que la D.P.N. confirme le soutien de Découverte et Culture au secteur Jeune du Parti suivant l'orientation de la D.P.N. des 27-28-3-71 décidant « la liaison prioritaire du secteur voyage à son développement parmi les J.T. en s'appuyant sur le C.C.J.T. ». La conséquence logique de ce soutien a été la prise en charge du permanent nécessaire à la liaison avec les comités J.T. (courrier, journal, bulletin intérieur), la préparation et la liaison des 4 stages de cet été, et, en fait, l'appui nécessaire à toute la gestion qui ne peut être fait chez les J.T. que par un permanent. D'autant plus qu'il va falloir développer cette année les contacts avec les groupes de province.

Rapport de la Commission Minorités ethniques

1. — La D.P.N. décide d'engager l'ensemble du P.S.U. à ouvrir un large débat dans le Parti et autour du Parti, sur la question des « Minorités ethniques et des régions sous-développées et colonisées en France ».

2. — Une déclaration publique du P.S.U. l'affirmera en invitant l'ensemble des militants à s'engager dans ce débat.

3. — Une commission nationale est constituée. Elle comprend 20 membres : 2 Basques, 2 Bretons, 2 Catalans, 4 Occitans, 2 Alsaciens, 1 Corse, 2 Parisiens (émigrés) et 5 membres de la D.P.N. : Guerche, Bénéteau, Fontes, Bridier et Caro.

4. — Les tâches de cette commission sont :

41 — Propagande et diffusion à l'intérieur et à l'extérieur du Parti des textes sur la question (en particulier le texte voté au VI^e Congrès, dans *Tribune Socialiste* et les organes régionaux du Parti) ;

42 — Animation du débat ;

421 — Analyse théorique de la question ;

422 — Propositions pour des pratiques militantes insérées dans une stratégie anticapitaliste et anti-impérialiste ;

423 — Propositions de programme dans le cadre d'un projet socialiste.

Des décisions sur ces propositions ne seront prises que par les instances nationales du Parti.

43 — Préparation d'une Rencontre « Minorités ethniques et régions sous-développées et colonisées en France ».

Cette rencontre de militants en lutte aura lieu les 29 et 30 janvier 1972

— à Nantes, en Bretagne

— Des Assemblées régionales centraliseront ce débat et prépareront la Rencontre. Elles seront composées de militants P.S.U. (2/3) et de militants extérieurs au Parti (1/3), membres d'organisations politiques nationales ou régionales progressistes et d'organisations syndicales ou culturelles.

Ces assemblées régionales seront convoquées par des :

- Comités de coordination régionaux en liaison et sous la responsabilité de la Commission nationale.

5. — Ce débat se fera en liaison avec :

- la Commission internationale et la

- Commission d'organisation régionale du Parti.

Résolution de constat

« Au cours du VI^e Congrès, un texte rédigé par une Commission des minorités ethniques et régions sous-développées et intitulé « Le Colonialisme en France et le P.S.U. » a été voté par les délégués.

Cette commission réunie à Toulouse les 4 et 5-9-71 a fait des propositions pour la réunion de la D.P.N. des 11 et 12 septembre.

La Résolution de politique générale votée par la Direction Politique Nationale des 11 et 12 septembre a été publiée dans un précédent numéro de « Tribune Socialiste ». On trouvera ci-dessous les deux résolutions minoritaires. La première a obtenu 21 voix, la seconde 10 voix, tandis que la motion majoritaire en obtenait 33.

Texte n° 1

I — LA CRISE MONDIALE ET LA REACTION DE LA BOURGEOISIE FRANÇAISE.

Devant la crise de son économie, l'impérialisme U.S. cherche à rejeter ses difficultés sur les impérialismes secondaires (Europe-Japon), exporter son chômage et son inflation.

De ce fait la bourgeoisie française, comme les autres, se trouve ainsi obligée d'accélérer sa restructuration

pour rester compétitive dans un marché mondial de plus en plus difficile.

Pour la classe ouvrière, les conséquences en sont :

— l'aggravation de l'organisation capitaliste du travail (cadences accélérées, refus de la diminution de la journée de travail, de l'abaissement de l'âge de la retraite) ;

— et le blocage des salaires (malgré la hausse du coût de la vie).

Plus généralement, la liquidation des « secteurs archaïques » (petits commerçants, paysannerie) va s'accélérer, ainsi que la concentration géographique des entreprises au détriment des régions sous-développées promises au chômage et au dépeuplement.

Les conditions de vie des travailleurs vont donc encore s'aggraver par la diminution des crédits affectés aux équipements sociaux (transports, logements, santé, enseignement).

II. — LE DEVELOPPEMENT DES LUTTES

Cette restructuration accélérée de la société française provoque depuis mai 68 une montée générale des luttes, de façon sauvage ou dans un cadre syndical.

C'est la réponse du mouvement ouvrier, du mouvement paysan, et des couches populaires, réponse spontanée et de plus en plus dure qui remet en cause l'organisation capitaliste de la société, mais ne parvient pas à déboucher sur une attaque frontale du système.

Face à cette situation qui lui est objectivement favorable, le mouvement révolutionnaire s'est montré incapable d'assumer ses responsabilités, d'assumer la convergence des luttes contre l'ennemi commun. Il faut voir là la marque de son origine petite-bourgeoise, et du faible nombre dans ses rangs de militants ouvriers et paysans issus des luttes.

La porte est ainsi ouverte pour le retour au devant de la scène de la vieille unité de la gauche, celle de 36 et de 45, élargie cette fois aux états-majors syndicaux. Elle est facilitée par le peu de crédibilité de la majorité, l'impuissance des révolutionnaires, et la volonté unitaire des travailleurs.

Que nous offre cette union de la gauche ? La perspective d'un changement de gouvernement, sans changement de société, avec des mots d'ordre déjà en deçà de la revendication des masses qui s'inscrivent dans les règles du jeu actuel, demandant simplement plus de compensation pour les travailleurs, sans remettre en cause l'exploitation capitaliste.

Une telle alternative, si elle peut lui épargner moyennant quelques sacrifices financiers, la perte de son pouvoir, peut fort bien contribuer pour la fraction moderne du capitalisme français à être une des solutions pour endiguer la montée révolutionnaire.

III. — QUE FAIRE

Pour exprimer et animer la volonté de combat des travailleurs et pousser à leur terme leur volonté de changer la société qui apparaît aussi bien dans les objectifs que dans

les formes de lutte, le P.S.U. ne peut s'associer à l'illusoire et démobilisatrice tentative d'union de la gauche.

Il juge donc inutile d'engager avec ces partis des négociations qui laisseraient croire aux travailleurs que nos orientations ne sont pas fondamentalement divergentes, car face à la stratégie réformiste, c'est une autre stratégie antagoniste, révolutionnaire, qu'il faut mettre en œuvre.

En effet, face à la crise de l'impérialisme et à l'offensive patronale, les travailleurs n'auront que ce qu'ils prendront.

Dans cette conjoncture de crise, les travailleurs doivent s'attendre à une forte résistance du patronat qui, dans les négociations, ne voudra céder sur rien ; ce n'est donc que par des luttes n'hésitant pas à sortir de la légalité, à imposer le fait accompli, que des victoires pourront être remportées y compris pour les revendications salariales.

a) Face à la tentative de blocage des salaires, il n'y a pas de trêve sociale, les travailleurs ne sauraient faire les frais des problèmes internes de la bourgeoisie ;

b) face aux tentatives d'augmentation de la productivité ils répondront par le ralentissement des cadences, imposeront des poses de repos.

Toutes ces luttes doivent attaquer le patron pour qu'il y perde beaucoup et les travailleurs peu, par l'articulation de grève qui paralyseront des secteurs entiers de la production, une telle tactique impliquant la prise en charge directe et collective en assemblée générale, organisée par des délégués élus.

V. — VERS L'UNITE POPULAIRE

Cette résistance populaire à l'organisation capitaliste du travail, ne débouchera sur des victoires durables que si elle parvient à converger avec les luttes des autres couches de la population ;

— avec les luttes des paysans contre la dégradation de leur revenu dans le cadre d'A.O.P. convoquées sur le terrain même des luttes ;

— avec la lutte des usagers des services publics (transports) ; seule la liaison usagers-employés empêchera le gouvernement de les dresser les uns contre les autres.

Cette convergence des mouvements populaires, dans le cadre de Comités d'initiative populaire, non pas seulement des organisations qui prétendent les représenter, mais bien des masses elles-mêmes, prenant leurs propres affaires en main entamera alors un processus de prise de conscience collective, amenant ainsi à poser le problème du pouvoir.

Par exemple, face au blocage des salaires, les travailleurs des grands ensembles doivent s'organiser, avec les mêmes assemblées et les mêmes délégués révocables (par immeuble) pour bloquer les loyers et les charges, et organiser la grève.

CONCLUSION :

La tâche actuelle du P.S.U. consiste donc à constituer un pôle révolutionnaire autour d'un programme communiste chargé d'animer, de coordonner, de populariser l'ensemble de ces luttes, ouvrières, paysannes et populaires.

Texte n° 2

Le système capitaliste mondial est entré dans une nouvelle phase dont la crise monétaire est à la fois un signe et un facteur d'accélération. Mis en difficulté, notamment par la résistance des peuples d'Indochine, l'impérialisme américain s'efforce d'utiliser son hégémonie pour reporter sur les autres impérialismes, et par là sur les autres peuples, les frais de sa politique, en exportant les difficultés qu'elle aggrave dans sa propre économie : recession, chômage, anarchie et gaspillage des ressources.

Les conséquences s'en font sentir sur l'ensemble des économies dominées mais plus particulièrement sur les impérialismes secondaires de l'Europe occidentale dont elles amplifient les concurrences réciproques et les contradictions intérieures. La résistance inégale des secteurs capitalistes amplifie les inégalités entre les pays, les branches, les régions, les catégories sociales. La stratégie de la bourgeoisie consiste à rejeter le fardeau de la crise sur les masses ouvrières et paysannes, par la compression des salaires, la réduction des personnels, l'accélération des cadences, etc., tout en essayant de s'appuyer sur les secteurs les moins touchés par la recession. Mais elle rencontre de plus en plus de difficultés dans l'application de cette stratégie, parce que des couches sociales de plus en plus nombreuses sont happées à leur tour.

La crise revêt dès lors un caractère de plus en plus nettement politique parce qu'elle met en cause les structures et le fonctionnement de l'Etat, particulièrement dans les pays où le divorce est le plus grand entre les secteurs avancés et les secteurs archaïques, comme l'Italie et la France.

*
**

Pour la France, cela signifie que les tentatives de Chaban-Delmas pour une politique de concertation et de « contrats de progrès » ne peuvent plus tromper qu'une fraction de plus en plus réduite de la population. Sans renoncer tout à fait à sa politique de division et de répression sélective, la majorité gouvernementale est conduite à renforcer et à généraliser la contrainte brutale, au fur et à mesure de l'extension du chômage et la réduction du pouvoir d'achat. L'offensive des éléments les plus réactionnaires ne peut alors que s'accroître. Les mouvements de type poujadiste et fasciste risquant de trouver une audience dans une partie du patronat et des agrariens entraînant une partie de la paysannerie et des petits commerçants laminés par la crise.

Dans cette situation, le mécontentement des masses populaires va se développer. Si le développement du chômage risque de freiner les mouvements grévistes dans certains secteurs, la tension conduira à des luttes dures et résolues dans nombre d'autres secteurs. Mais, surtout, le

mécontentement prendra un caractère plus nettement politique et anti-gouvernemental, accentué par les scandales qui éclaboussent l'équipe au pouvoir.

*
**

Le moment est propice pour les réformistes. Une fraction de la bourgeoisie est prête en effet à une solution de rechange. Il s'agit de faire accepter de bon gré par les masses les sacrifices essentiels, moyennant quelques compensations.

P.S. et P.C.F. entendent profiter des mécontentements des masses populaires pour imposer une solution parlementaire qui sera une nouvelle variante des expériences du Front Populaire, du Front national tripartite ou du Front Républicain qui en 1936, 1945 et 1956 ont à chaque fois tourné en catastrophe pour la classe ouvrière et les masses populaires.

Le caractère exact de la future coalition gouvernementale n'est pas encore défini. Mais il est certain qu'elle unira aux partis socialiste et communiste une fraction de la bourgeoisie — centriste et radicale — avec le soutien ou la participation du parti communiste français.

Quant à la mobilisation des masses nécessaire à l'opération elle s'effectuera sous le signe de « l'unité » entre P.S. et P.C.F., à laquelle on désire subordonner « l'unité » entre C.F.D.T. et C.G.T. Ce mythe de l'unité aura — et a déjà — une certaine résonance dans les masses populaires, pour lesquelles elle apparaît comme synonyme de changement. Elle doit permettre à la fois de développer des mouvements de masse, nécessaires pour augmenter la pression, et de les canaliser, de les limiter, en les subordonnant à l'objectif des appareils réformistes et staliens — l'objectif électoral et parlementaire.

Mais, dans la réalisation de leurs objectifs, ces appareils se heurtent à une réalité qui n'existait pas lors de leurs « expériences » précédentes : l'existence d'une force révolutionnaire non négligeable qui se refuse à laisser utiliser la classe ouvrière et les paysans travailleurs comme piétaille pour servir les desseins d'une fraction de la bourgeoisie ou de l'appareil stalinien. Au sein même des syndicats une résistance ouvrière existe, qui se refuse à laisser utiliser les luttes ouvrières et le rapprochement des confédérations comme force d'appoint à l'opération électorale des organisations réformistes.

Pour les révolutionnaires, la période qui s'ouvre apparaît contradictoire : elle redonne un regain de vitalité aux illusions réformistes, renforce le Parti « Socialiste » et plus encore le Parti Communiste français ; mais en même temps elle mobilisera les travailleurs, donnera à leur lutte une optique plus globale et plus politique et constituera pour

eux une école pratique de formation politique. Elle est à la fois riche de possibilités et grosse de dangers. Tout dépend de la lucidité, de l'efficacité, de l'unité des révolutionnaires et de leur aptitude à se lier aux masses dans leurs luttes.

La responsabilité du Parti Socialiste Unifié est essentielle. Le P.S.U. se doit d'être absolument clair. Conformément au mandat de son congrès, il ne participera en aucun cas et sous aucune forme à la duperie qui se prépare sous le signe de « l'union de la gauche » ou d'une quelconque alliance démocratique. Il rappellera les expériences du passé : comment la Chambre de « Front Populaire » a étouffé le mouvement ouvrier de juin 36 et fini par voter les pleins pouvoirs à Pétain ; comment le gouvernement d'union sacrée, après 1944 a désarmé le puissant mouvement ouvrier d'après la Libération et ouvert la voie à la réaction ; comment le triste Front Républicain de 1956 a mené la guerre en Algérie et livré le pays au bonapartiste De Gaulle. Il montrera que ce qui se prépare est de la même eau et tend seulement à permettre au régime capitaliste de passer une nouvelle période de crise.

L'unité des travailleurs est indispensable contre l'offensive capitaliste et réactionnaire. Mais les révolutionnaires mettront tout en œuvre pour qu'elle se fasse contre le capitalisme, pour le détruire et non pour lui permettre de survivre. L'issue à la crise n'est pas un gouvernement d'aménagement du régime. C'est un gouvernement ouvrier, issu de grands combats de classe où les travailleurs auront, comme en mai 68, fait la preuve de leur force. C'est un gouvernement sans ministres bourgeois, libéré des contraintes du jeu parlementaire de la bourgeoisie, appuyé sur la démocratie directe des travailleurs (conseils ouvriers et paysans). C'est un gouvernement qui se donnera pour but de détruire les fondements de l'Etat bourgeois et de construire une société socialiste.

Le P.S.U. ne saurait cautionner une politique d'aménagement du régime. Il ne se contentera pas du rôle de conseiller critique d'une telle politique en demandant aux partis traditionnels d'aller plus loin et d'être logiques avec leur programme : malheureusement la logique de leur politique est l'alliance avec la bourgeoisie et l'abandon des intérêts fondamentaux des travailleurs. Le P.S.U. estime donc impossible et sans objet toute discussion d'ensemble avec les organisations engagées dans la voie d'une stratégie réformiste incompatible avec la stratégie révolutionnaire.

Bien entendu le P.S.U. est prêt à appuyer toute proposition partielle de lutte comme éventuellement demain toute mesure partielle qui pourrait servir les intérêts des travailleurs. Mais il s'efforcera de s'op-

poser à la stratégie réformiste qui vise finalement à dépouiller les travailleurs de leur initiative.

C'est pourquoi le P.S.U. ne se contente pas de mettre en garde les travailleurs contre une nouvelle duperie. Il entend les aider à s'unir dès maintenant pour mener réellement la lutte, sur leur propre terrain contre l'offensive réactionnaire, contre Pompidou et son régime de corruption et d'oppression.

C'est dès maintenant qu'il faut le mettre en question, sans attendre les élections de 1973 — et pourquoi pas les élections présidentielles de 1976?

C'est dès maintenant que les travailleurs doivent s'unir pour se défendre contre les effets de l'inflation, de la hausse des prix, du sous-emploi et de la surexploitation.

C'est dès maintenant que les travailleurs de la ville et des champs doivent s'unir contre le capitalisme, générateur de misère et contre sa répression.

Il ne s'agit pas de s'en remettre au Parlement bourgeois et à une équipe de rechange gouvernementale. Les travailleurs n'auront que ce qu'ils prendront. Comme en 1936 et 1944, le Parlement ne leur concèdera que ce qu'ils auront imposé. L'axe stratégique du contrôle ouvrier est plus que jamais décisif.

Mais cette lutte ne peut être animée par le seul P.S.U. Elle ne peut revêtir l'ampleur nécessaire — à l'échelle du pays — que si elle est prise en charge, ensemble, par tous ceux qui entendent mener une lutte sans compromissions contre la bourgeoisie et ses alliés. C'est pourquoi le P.S.U. propose la constitution d'une alliance ouvrière et paysanne à toutes les organisations révolutionnaires, aux organisations de la paysannerie exploitée, à tous les mouvements et à tous les militants engagés dans les dures batailles contre la classe dominante.

Les principes d'une telle alliance doivent être discutés entre les organisations nationales du camp révolutionnaire, sans exclusive. Mais la plate-forme de l'alliance ne peut pas être seulement discutée entre les organisations. Elle doit être amplement discutée à la base, entre les travailleurs engagés dans les luttes et servir de point de départ à la formation de comités de l'alliance ouvrière et paysanne.

Telle est la voie que propose le P.S.U. pour unifier, amplifier et généraliser la résistance au pouvoir et au capital et pour préparer leur renversement. En même temps il importe que se coordonnent les luttes des travailleurs français et des travailleurs d'Europe Occidentale. Tel sera un des objectifs essentiels du Conseil National du P.S.U. sur les problèmes internationaux qui se tiendra le...

Annexe : les dix points de la D.P.N. et du Congrès.

Répartition des tâches au Bureau National

Michel Rocard : Secrétaire national - Secteur agricole.

Daniel Frachon : Trésorier national.

Robert Chapuis : Publications - Enseignement - Culturel.

Christian Guerche : Direction de Tribune socialiste - Minorités ethniques.

Bernard Jaumont : International - Répression.

François Moreau : Organisation régionale - Santé.

Jacques Pietri : Propagande - Femmes.

François Soulage : Cadre de vie - Formation.

Basile Volokhine : Secteur entreprises.

Responsables des Commissions de la D.P.N.

Manuel Bridier (International), Thérèse Carette (Femmes), Robert Chapuis (Publications), François Dalbert (Formation), Gérard Féran (Enseignement), Jacques Kergoat (Cadre de vie), Bernard Lambert (Agricole), Henri Leclerc (Répression), François Moreau (Organisation régionale), Henri Saigre (Culturelle), Basile Volokhine (Entreprises).

Le responsable de la commission Santé n'a pas encore été désigné.

Texte du VII^e Congrès sur les luttes régionales

LE COLONIALISME EN FRANCE ET LE PSU

Devant les carences du P.S.U. et du VII^e congrès sur la question des minorités nationales en France, des fédérations ou des délégués catalans, occitans, alsaciens, corses, bretons et basques, ont décidé de constituer une commission sur la question des minorités ethniques en France, en raison notamment de la nécessité de joindre les débats sur les « luttes régionales » (commission 1) et les « structures » (commission 4).

Cette commission a adopté (à l'unanimité ?) le texte ci-contre et des propositions qu'elle soumet au VII^e congrès.

INTRODUCTION

Le problème des régions sous-développées et colonisées et des minorités nationales.

Dans ce que l'on appelle la France, les formations politiques qui se réclament du mouvement ouvrier : social-démocratie, P.C.F., ont toujours considéré ce pays comme une nation unie et indivisible, entité monolithique aux problèmes uniformes. La réalité est tout autre : la France est un assemblage de régions et d'ethnies aux problèmes multiples et divers.

Un parti qui se veut révolutionnaire, doit tenir compte de cette diversité de situations régionales dans l'élaboration de sa stratégie, et dans ses structures d'organisation.

C'est pourquoi il est indispensable qu'aujourd'hui les problèmes de la colonisation de certaines régions et des minorités nationales, soient posés, d'une manière sérieuse dans ce parti. Sinon les grands thèmes débattus dans ce congrès risquent de ne pas correspondre aux aspirations et aux intérêts du peuple travailleur de ces régions et par là même à la pratique des militants des fédérations confrontées à ce problème.

Il faut donc que cesse dans ce parti la censure qui règne sur les réflexions et les actions menées par certaines fédérations.

Les causes théoriques et pratiques du mouvement ouvrier français.

Le mouvement ouvrier français a repris en charge l'héritage de l'idéologie jacobine, de ce fait, il ne peut pas comprendre le processus de colonisation interne qui touche de nombreuses régions de l'hexagone, et d'oppression culturelle des minorités nationales (histoire, langue, culture populaire). Le P.S.U. lui-même n'a pas échappé totalement à cet héritage.

1. — Analyse des formes particulières de l'exploitation et de l'oppression de ces régions.

a) Sous-développement et colonisation capitaliste. De nombreuses régions souffrent d'un sous-développement chronique dont la cause principale réside dans l'inégalité du développement du capitalisme. Cela se manifeste par :

— une sous-industrialisation (bas salaires, chômage endémique, réserve de main-d'œuvre, liquidation de l'appareil de production archaïque) ;

— une dépossession du sol (rachat du territoire par des banques, ou des sociétés internationales en vue soit de la spéculation, soit de la rentabilisation immédiate par le tourisme) ;

— l'extraction des matières premières dont la transformation s'effectue ailleurs et qui reviennent dans ces régions sous forme de produits finis ;

— l'exploitation du matériel humain par écrémage des éléments intellectuels et qualifiés.

Conséquences : pas ou peu de prolétariat : exploitation sauvage du sous-prolétariat.

b) Oppression culturelle.

L'Etat bourgeois français s'est acharné et s'acharne encore à détruire la langue et les manifestations culturelles propres de ces entités ethniques. Tout cela a des conséquences psychologiques graves sur les

populations de ces régions (dépersonnalisation). Dans le même temps, la bourgeoisie récupère les formes d'expression populaires par le biais du folklore.

2. — Réflexion théorique sur la question nationale.

A côté de l'analyse des formes particulières de la lutte de classe dans ces régions, le P.S.U. doit réfléchir et engager le débat sur les points suivants :

— étude des positions développées dans le mouvement ouvrier international sur la question nationale ;

— enseignements à tirer des luttes de libération nationale contemporaines, notamment Euzkadi, Irlande, Québec, Palestine, etc., mais aussi colonies françaises, dites D.O.M. et T.O.M. en lutte contre le colonialisme de l'Etat bourgeois français ;

— place de toutes ces luttes dans la stratégie anticapitaliste et anti-impérialiste sur les positions d'un véritable internationalisme prolétarien.

3. — Il est nécessaire et urgent que l'ensemble du parti cesse de désert ce front de lutte ; pour mettre terme à toutes ces carences, nous proposons :

1^o que ce texte soit discuté en commission des résolutions avec la participation de délégués de la commission des minorités ethniques ;

2^o que le congrès affirme que le P.S.U. est enfin résolument décidé à prendre en charge le problème des minorités ethniques et des régions sous-développées, tant sur le plan du débat théorique que sur celui des pratiques militantes ;

3^o que le 7^e congrès pour approfondir ce débat mandate la D.P.N. et le B.N. pour prendre l'initiative d'organiser dans les six mois une conférence nationale sur la question des minorités ethniques en France.

(Cette conférence doit être organisée avec la participation effective et délibérante de délégués des fédérations et militants soussignés. Devront y être invités des militants français et étrangers extérieurs au parti et engagés dans les luttes sur ce terrain : E.T.A., Embata, C.O.E.A., F.R.C., P.C.B., V.D.B., C.R.E.A.).

4 — Que le 7^e congrès n'en reste pas à des vœux pieux, mais prenne des décisions dès maintenant concrétisant sa position.

Précisément au niveau des structures du parti :

a) Qu'un nouveau découpage des structures territoriales du parti, tenant compte de la question des minorités ethniques, et des régions sous-développées, puisse être développé rapidement, après un débat approfondi entre les échelons nationaux et fédéraux du parti, notamment à l'occasion de la conférence prochaine.

b) Que les structures régionales étroitement liées au développement des processus amorcés par les A.O.P. soient dans les délais les plus rapides, substituées aux structures départementales, le plus souvent désuètes et calquées sur le cadre administratif bourgeois.

c) Que l'élection à la D.P.N. tienne compte dans sa composition d'une nécessité d'une décolonisation interne du parti et restreigne la domination des dirigeants parisiens.

que. Un tract anonyme (émanant du même réseau clandestin) avait invité tous les gardiens de la paix à s'y rendre. Une centaine de policiers s'étaient présentés devant l'Hôtel Moderne, d'où les responsables syndicaux les avaient refoulés.

L'alerte était sérieuse. S'ils ne voulaient pas voir le mécontentement de la « base » exploité par les réseaux fascistes, Monate et ses amis devaient durcir leurs positions. C'est ce qui explique le ton de la lettre adressée à Grimaud, et notamment le passage terriblement ambigu qui menaçait de « se substituer à l'autorité défaillante. »

Grimaud convoqua immédiatement Monate. « Certains passages de votre lettre, lui dit-il, sont inacceptables. Si vous voulez que je transmette vos revendications au ministre, réécrivez-la ». Ce que Monate accepta. Grimaud lui rendit donc sa première lettre — non sans en avoir fait des photocopies qu'il transmit à Marcellin, lequel les montra « confidentiellement » au journaliste Jean Ferniot, lequel s'empressa d'en publier quelques citations croustillantes dans « France-Soir », en s'indignant vertueusement.

Les 10 et 11 juin 1970, la puissante Fédération autonome des syndicats de police qui regroupe cinq syndicats de policiers, tenait son congrès à la Mutualité à Paris. Monate, secrétaire général, énumérait dans son rapport les revendications : salaires, détérioration des horaires, formation... Il rappelait le combat (victorieux) mené par son organisation contre un projet visant à réorganiser les C.R.S. pour en faire une sorte de milice dotée d'un statut à part, de type plus militaire.

Puis il en venait au chapitre « défense de la profession ». De façon assez démagogique, il entremêlait d'attaques contre Marcellin (« Orienter toute la politique de la police sur le rétablissement de l'ordre ne nous paraît pas une priorité nécessaire »), des plaintes au sujet des « critiques faites dans la presse sur le comportement des forces de police ».

Il affirmait par ailleurs : « Le problème de l'université n'est pas un problème de police », et critiquait pour finir la loi anti-casseurs : « Nous pensons que l'arsenal judiciaire et pénal actuel est suffisant (...). Légaliser la notion de responsabilité collective est grave et peut entraîner à des abus (...). Une fois encore, nous risquons de porter la plus lourde des responsabilités... »

Les congressistes se montrèrent plus durs que lui. La motion finale affirmait leur volonté de faire aboutir leurs revendications, « y compris par la cessation concertée du travail ». Menace grave, car depuis le 28 septembre 1948 le droit de grève a été retiré aux policiers.

Plusieurs autres syndicats de policiers (C.G.T., C.F.D.T. et le Syndicat autonome des inspecteurs en civil) se déclarèrent prêts à se joindre à une telle action.

Marcellin jette du lest

Surprise de Marcellin : les rapports ne lui avaient pas laissé entendre que le mécontentement en fût à ce point. « Forcément, nous expliquait un policier. Les commissaires, s'ils veulent être bien notés, n'ont aucun intérêt à écrire que l'ambiance est mauvaise chez leurs hommes ! »

Marcellin négocia. Il accorda un peu d'argent pour les salaires, promit d'améliorer les locaux, profita de l'affaire pour obtenir de Chaban-Delmas des crédits afin d'augmenter les effectifs. Il retint surtout que les policiers se sentaient mal aimés, et décida de se faire une popularité en en-

Les syndicats de policiers

La plus importante organisation syndicale des policiers est la Fédération autonome des syndicats de police, qui rassemble environ 65.000 adhérents. Elle groupe six syndicats, tous majoritaires dans leurs secteurs respectifs : la Fédération syndicale des personnels de la Préfecture de police (policiers en tenue parisiens et fonctionnaires des bureaux), le Syndicat national des personnels en tenue de la Police nationale (policiers en tenue de province), le Syndicat national indépendant des C.R.S., le Syndicat national indépendant des personnels administratifs et techniques de la Sûreté nationale, la Section des officiers et commandants, l'Union nationale des retraités de la police.

Son secrétaire général est Gérard Monate, son président Roger Daurelle, son secrétaire général adjoint Gilbert François (du syndicat des C.R.S.).

Dans les autres secteurs, ce sont également les syndicats autonomes qui sont majoritaires. Celui des policiers en civil (Syndicat autonome de la Police nationale) est très proche de la Fédération autonome. En revanche, le syndicat des commissaires est franchement réactionnaire.

Il existe également des syndicats C.G.T., C.F.D.T. et C.F.T.C., mais qui sont nettement minoritaires. Il existe enfin un syndicat affilié à la C.F.T., dont le siège est à Marseille, et qui n'a aucune représentativité.



M Monate

Qui est Monate ?

Qui est Gérard Monate ? 49 ans, l'accent parisien, le physique d'un Séguy qui aurait pris de l'enbompment. Après avoir fait la guerre dans les Forces Françaises Libres, il est devenu gardien de la paix à sa démobilisation, et s'est assez tôt engagé dans le Syndicat général de la police (police parisienne), qui appartenait à l'époque à la C.G.T. et devait, lors de la scission de 1948, refuser de choisir entre la C.G.T. de Frachon et F.O., et devenir autonome (tout comme la F.E.N. à la même époque). Cette organisation a pris depuis le nom de « Fédération syndicale des personnels de la Préfecture de police ».

En 1960, Monate obtint sa mise en disponibilité et devient permanent syndical. C'est en pleine guerre d'Algérie. Les réseaux fascistes créés par le fameux commissaire Dides, auxquels s'ajoutèrent les partisans de l'O.A.S., conservent à l'époque dans la police une audience importante - qu'ils ont un peu perdue depuis. C'est eux qui sont partiellement à l'origine de la manifestation des policiers au Palais-Bourbon peu avant le 13 mai 1958.

Le secrétaire général d'alors de la Fédération des personnels de la Préfecture de police, Rouve et son équipe, leur sont résolument hostiles. Contactés secrètement par des responsables des partis de gauche, pour savoir quelle serait leur attitude en cas de coup de force O.A.S., ils délèguent Monate pour apporter leur réponse : ils s'y opposeraient.

En février 1962, Rouve publie un communiqué critiquant la décision du gouvernement d'interdire la manifestation anti-O.A.S., organisée par les syndicats et les partis de gauche. Frey, alors ministre de l'intérieur, réplique en donnant à la police des consignes de dureté maximum (ce seront les neuf morts de Charonne), et en révoquant Rouve. Le Conseil d'Etat, quelques mois plus tard, cassera d'ailleurs cette décision.

En 1963, Gérard Monate succède à Rouve comme secrétaire général du Syndicat. En juin 1969, il devient également secrétaire général de la Fédération autonome des syndicats de police, qui vient de se créer.

Philippe Alexandre, dans son livre « L'Elysée en péril », affirme que Monate est sympathisant socialiste et que le 29 mai 1969 on l'a vu « défilier en tête de la manifestation communiste, un rang derrière Georges Séguy ». Monate a démenti : « Je ne fais pas de politique, dit-il, je suis simplement républicain. » Et quant à la C.G.T., il a déclaré : « Ce sont des gens sérieux, mais dans la police ça ne peut pas prendre car nos gens n'aiment pas que les syndicats prennent des options politiques. »

tonnant à tout bout de champ l'air : « Je défends l'honneur de la police », agrémenté du refrain : « Je suis l'un d'entre vous. »

Et de s'en prendre aux journalistes, et d'intenter des procès en diffamation, et de démentir toutes les accusations, d'étouffer tous les scandales.

Mais Marcellin chante faux. Tout ce qu'il a réussi, c'est à monter un peu plus la population contre la police, sans rassurer les policiers. Un nouveau sujet de mécontentement venait d'ailleurs, pour ceux-ci, s'ajouter aux précédents : la réforme de la Préfecture de police, concrétisée par le remplacement de Grimaud par Lenoir, entraînait des mutations, des changements de chefs parfois mal acceptés.

Les salaires de la police ont certes été revalorisés — dans des proportions difficiles à connaître exactement (de l'ordre de 20 % en deux ans probablement). Mais beaucoup des augmentations étaient données sous forme de primes, ne comptant pas dans le calcul de la retraite et les gradés en ont bénéficié beaucoup plus que les simples flics.

Le congrès d'Evian

Le climat s'est donc encore alourdi. Au congrès d'Evian, une résolution votée à mains levées sans opposition menaçait d'occuper le ministère des Finances, Matignon, et même l'Elysée. Marcellin a déclenché aussitôt une enquête. Tous les délégués du congrès ont été interrogés individuellement. 82 d'entre eux se sont dégonflés et ont déclaré n'avoir pas voté la motion en question. Marcellin s'est senti assez fort pour frapper : le brigadier Daurelle, secrétaire général du Syndicat national des personnels en tenue, a été révoqué, et quatre de ses collègues mis à la retraite anticipée — ce qui revient à peu près au même.

Pour les déconsidérer un peu plus, Marcellin a commis l'imprudence de citer publiquement des chiffres concernant les augmentations de salaires, qui étaient parfaitement mensongers. Les flics ne sont tout de même pas imbéciles : ils n'ont guère apprécié.

Le jeu actuellement engagé entre Marcellin et les syndicats de la Fédération autonome est délicat : de part et d'autre, le moindre faux pas coûterait cher. Mais, à la « base », nombre de policiers ont définitivement jugé Marcellin comme un jean-foutre, et estiment que leurs syndicats manifestent trop de prudence. « Je n'étais pas d'accord avec les menaces lancées à Evian, nous a confié un fonctionnaire de la Préfecture de police. Mais maintenant nous ne devons pas nous dégonfler. »

On reparlera du « malaise » de la police.

(1) Pour l'ensemble de la France, le nombre des cambriolages qui était de 14.000 en 1964, est passé à 30.000 en 1969 et à 40.000 en 1970.

Répression

Lorette Fonseca ne sera pas expulsée

Jean-Yves Barrère

Après Apolono de Carvalho colonel dans la résistance française, que Marcellin interdit sur le territoire, après Carrillo voilà un autre exemple de l'arbitraire du pouvoir qui vise une camarade Portugaise « Lorette Fonseca » de Massy, mère de cinq enfants dont le dernier a deux ans.

Lorette Fonseca doit passer le 22 septembre 1971 devant la commission spéciale d'expulsion de l'Essonne qui doit « émettre un avis sur une éventuelle mesure administrative qui pourrait être prise à son encontre. »

Son mari Carlos Augusto et elle-même avaient reçu le 26 février 1971 un « sévère avertissement » pour le motif suivant : « Ne respecte pas la stricte neutralité politique qui s'impose aux étrangers résidant en France. »

Pourquoi ces menaces ?

Les habitants du bidonville de Massy ont une longue expérience de lutte contre la bureaucratie municipale et préfectorale, contre les flics. Mais les échecs subis par le pouvoir qui n'a pu briser la solidarité des exploités du bidonville, ni entamer la volonté des révolutionnaires qui ont soutenu leur lutte (Secours Rouge, P.S.U., Maos... et la population du

bidonville) les ont incités à employer d'autres méthodes.

Celle qui se prépare contre Lorette Fonseca est du plus pur style nazi.

Non ! nous ne laisserons pas faire cette expulsion !

Souvenons-nous comment le bidonville de Massy a démasqué Julien...

Laissons parler Lorette Fonseca :

« Julien était chef de bureau de la main-d'œuvre, il allait au bidonville soi-disant pour aider les gens. Il faisait tous les trafics sur les cartes de travail et cartes de séjour et aussi d'autres. Des femmes qui avaient toutes leurs papiers en règle, mais qui étaient malades du poumon ont été expulsées. Après il y avait des démarches auprès des flics pour les récupérer des cartes de séjour. Il y avait des gens qui avaient des récépissés provisoires depuis plusieurs années. Une fois, nous sommes venues une quinzaine de femmes au commissariat. Le commissaire a dit que les Portugais, il savait bien, ils n'avaient pas de papiers. Pourquoi ? « Parce que les Portugais avaient voulu la guerre contre Julien. » Et pourquoi les Portugais faisaient la guerre contre Julien ? Julien faisait

payer l'eau à la tête du client. Il se faisait payer pour la construction de baraques au bidonville. Et qu'est-il advenu de l'affaire Julien ? Elle est venue au tribunal. Le maire a couvert Julien mais il a été dénoncé par les mouvements révolutionnaires et il a été finalement renvoyé de la mairie. Et ensuite ? C'était la lutte pour que la mairie donne la clé de la salle où l'on pouvait faire de l'alphabétisation au bidonville... »

Puis ce fut à nouveau la lutte pour imposer à la mairie ce qu'elle avait décidé elle-même : 100 logements à Massy-Villaine pour les Portugais.

Manière comme une autre de refuser le chantage individuel et les menaces faites pour qu'ils aillent se reloger ailleurs, à Orsay, Ste-Geneviève-des-Bois et Grigny...

La mairie a reculé... mais elle annonce maintenant que les logements seront prêts dans 2 ou 3 ans. « Puis les pompiers, fin août, sont venus recommencer les démolitions. Pour le faire, ils profitent du moment où les maris sont au travail... »

Voilà la bataille de Lorette Fonseca depuis 2 ans. Refuser qu'on démolisse des baraques démasquer une crapule qui vend dans des locaux publics des cartes de séjour et de travail, réclamer un local pour l'alphabétisation !

Transports

Les usagers se rassemblent

R. Grillault

C'est dans une « Mutualité » un peu différente de celles des meetings traditionnels que s'est tenue vendredi 17 le rassemblement organisé par la Fédération des comités d'usagers. La salle était en effet entièrement décorée de panneaux relatant l'activité des comités d'usagers, et, attendant que le meeting commence ou profitant de l'entracte, c'est une foule compacte de militants qui allait d'un côté à l'autre, critiquant et retenant les initiatives des uns et des autres.

Après que le président de séance, Michel Ronfard, du bureau de la FLUTLRP, ait rappelé le chemin qui, de la création de la Fédération à ce rassemblement, permit l'existence de 123 comités d'usagers sur la région parisienne, la parole fut donnée aux organisations politiques. Successivement des camarades de Révolution, de l'Alliance Marxiste Révolutionnaire, de Lutte Ouvrière et du P.S.U. apportèrent leur soutien aux comités

d'usagers et précisèrent leur point de vue sur la situation sociale et politique. Ces interventions étaient entrecoupées de divers messages de solidarité, signés par des travailleurs d'une trentaine d'entreprises de la région parisienne, ou envoyés directement par des sections syndicales d'entreprises dont un très grand nombre de sections C.F.D.T.

Deux membres du bureau de la FLUTLRP conclurent le rassemblement. Le premier mit l'accent sur la politique répressive du pouvoir en matière de transports, rappelant notamment l'arrestation d'usagers à la gare Saint-Lazare. Le second, après avoir expliqué que les débats parlementaires ne feront en rien avancer les problèmes des usagers, proposa d'organiser, avec tous ceux qui le voudraient bien, une puissante manifestation de rue le jour même où s'engagerait au Parlement le débat sur les transports. []

Vie militante

Stage lycéen

Après les luttes de masses menées par les lycéens aussi bien à Paris (Affaire Guiot) qu'en Province (Tours, Poitiers, Toulouse...) et la difficulté du mouvement à assurer sa permanence, un stage lycéen s'est tenu du 6 au 9 septembre à Antony pour réfléchir sur l'intervention des militants lycéens du parti dans leurs établissements.

L'ordre du jour de ce stage était un bilan des luttes de l'année écoulée ; les liaisons ouvriers-paysans-lycéens avec des interventions des camarades du secteur agricole et entreprise — et un début de recherche sur les causes profondes et le caractère de classe du conflit des générations.

Malgré quelques carences organisationnelles (faible préparation — absence totale de certaines régions —), des bases de travail et des axes de recherche ont été réunis sous forme d'un compte rendu de stage qui est disponible actuellement 9, rue Borromée.

Nous demandons à tous les camarades du secteur enseignement (professeurs, lycéens) de se procurer ce rapport auprès du secteur lycéen national et de nous contacter pour continuer le travail au niveau régional (organisation de stages, circulation de l'information et des divers bilans de stage).

Coordination nationale Lycéens.

PSU

PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ



DES MILITANTS DU PSU PRESENTES PAR

michel rocard

epi

Interviews recueillies par Noël Monier

Format 14 × 20 - 240 pages - Prix 13 F
Bon de commande à « Tribune Socialiste »
9, rue de Borromée, PARIS XV
C.C.P. Paris 5826 65

Stage national Santé (24 au 27 septembre)

Ce stage s'adresse spécialement aux travailleurs du secteur Santé comprenant : le personnel hospitalier (infirmiers, travailleurs de l'usine) ; les élèves-infirmières ; le personnel psychiatrique ; la recherche médicale, travailleurs sociaux, sécurité sociale, assistantes sociales, etc.

Ce stage se tiendra dans la banlieue parisienne.

Pour tout renseignement supplémentaire, ainsi que pour recevoir les rapports préparatoires au stage, s'adresser à Coordination Santé (P.S.U.), 9, rue Borromée, Paris-15^e, le plus tôt possible.

Au cas où on se déciderait à la dernière minute, on peut téléphoner à 566-45-37.

La lutte de libération nationale

B. Maznoo

luttons internationales

Une nation en proie à l'émotion et à l'agitation populaire sans aucun programme révolutionnaire s'en remit à la revendication de la ligue Awami d'une Constitution et d'élections d'un gouvernement « démocratique » dans le cadre du plan en 6 points.

La perspective d'une campagne électorale politiquement inorganisée, le leadership opportuniste et sans consistance qui accompagnait l'apparition de la ligue Awami comme leader, favorisèrent la domination militaire de Yahia Khan. Celui-ci promit immédiatement : a) des élections générales au suffrage universel ; b) que l'Assemblée élue bâtirait une nouvelle Constitution pour la « nation » ; c) d'abolir tout contrôle sur les partis et la presse.

Alors la nature joua son rôle : le cyclone de 1970 restera dans l'histoire du Bangla Desh comme un catalyseur qui polarisa toute la situation politique en faveur de la ligue Awami. Après les terribles dommages provoqués par le cyclone, Maula Bhasani déclara : « Pas d'élections avant le pain » (c'est-à-dire solution préalable de la famine et des dommages causés par le cyclone).

Aux élections de 1970 Mujib mena la campagne sur les 6 points et ramassa la quasi-majorité des sièges de députés alloués au secteur oriental. Ce fut un véritable référendum sur la question de l'autonomie.

Comprenant que la colonisation du Pakistan oriental était en cause et que les intérêts de classe des dirigeants de l'Ouest pakistanais étaient sévèrement remis en question, Yahia, Bhutto et Cie n'avaient pas d'autre possibilité que celle de simuler la volonté d'engager des négociations préliminaires pour la mise au point d'une Constitution, et parallèlement, de concentrer des forces armées à l'intérieur du Pakistan oriental (janvier-mars 71).

Mujib reconnaissait volontiers que « négociations ou pas » les masses bengalis n'accepteraient rien d'autre que l'autonomie et que leur mandat aux élections était clair.

Le 2 mars Mujib appela à une non-coopération d'ensemble avec le régime de Yahia. Il y eut un massacre de plusieurs milliers de Bengalis à Dacca les 2 et 3 mars.

Jusqu'au 25 mars, la non-coopération prouva que les masses bengalis étaient préparées à en finir avec le gouvernement d'occupation de Yahia.

Mais la direction du mouvement était fluctuante et indécise.

Si l'indépendance avait été promulguée au début mars, Yahia, impréparé, aurait été pris à la gorge.

Mais aussi probablement Mujib n'aurait pu « tenir » le Bangla Desh, un mouvement révolutionnaire victorieux l'aurait, lui aussi, mis à la porte. D'autre part Bhutto avait évité le développement d'une situation révolutionnaire dans le secteur occidental en s'opposant aux revendications des Bengalis et en encourageant le chauvinisme et le militarisme punjab.

Bhutto, en proie à la pression croissante du mouvement ouvrier à l'Ouest, eut besoin du soutien de l'armée.

La collusion Yahia-Bhutto fut complète au nom de leurs propres intérêts de classe. Soixante-quinze millions de Bengalis eurent à faire face à une situation révolutionnaire sous une direction qui n'était ni de qualité, ni révolutionnaire, et de plus non préparée à affronter une opération militaire des plus sauvages, qui démarra le 25 mars à 11 h : des massacres à vue qui durèrent sept jours, suivis par le génocide sélectif, particulièrement des militants de gauche, de l'in-

telligentsia et des étudiants, réservoirs potentiels du recrutement de la gauche.

Pendant ces massacres, la direction de la Ligue Awami en exil constituait un gouvernement provisoire de la République populaire du Bangla Desh. La guerre se développe au Bangla Desh. Les forces ouest-pakistanaïses bien équipées, occupent de nombreuses villes. Une résistance héroïque est engagée à la périphérie par les forces de libération du Bangla Desh. A court terme, la situation est en faveur de Yahia.

Conclusions

Les perspectives à long terme dépendent d'une analyse objective du mouvement de libération, de sa direction, des soutiens qu'elles impliquent et de la stratégie qui s'en suivra.

La tragédie ne sera jamais oubliée. Le leadership de la ligue Awami est mis en cause par les masses.

Au lieu de forger une résistance populaire appuyée sur les masses, la direction appelle à l'aide la bourgeoisie internationale et dépend lourdement du soutien des capitalistes indiens. Témoin cette déclaration à l'Agence France-Presse de Sheikh Mujibur Rahman :

« Le gouvernement pakistanais occidental ne comprend-il donc pas que je suis le seul capable de sauver le Pakistan oriental du communisme ? S'ils prennent la décision d'attaquer, je serais chassé du pouvoir et les Naxalites interviendront en mon nom. Si je fais trop de concessions je perdrai mon autorité. Je suis dans une position très difficile. » (31-3-71.)

Dans la mesure où la lutte continue dans les rizières et les campagnes du Bangla Desh, le leadership bourgeois de la ligue sera de plus en plus exposé aux masses en lutte contre ses objectifs limités et son programme politique qui ne servirait dans le futur que la classe dirigeante bengali. Son attitude de compromis sans fin avec la bourgeoisie internationale, sa dévotion absolue aux autorités indiennes, son attitude partisane dans les premiers jours du mouvement de libération, quand une politique de « front unique » de la résistance était la seule à pouvoir répondre à une armée moderne, sont le signe d'un mouvement de desperados. Voilà la situation des capitalistes.

Le mouvement de la gauche et sa direction est aussi fragmenté que défini. Le P.N.A. (Bhasani) avec son soutien provenant des masses paysannes des parties sud et est du Bangla Desh, s'est engagé dans une résistance totale et contrôle des zones libérées sur les fronts orientaux.

Le groupe Toha-Huq (marxiste-léniniste), clandestin depuis l'ère Ayub a mené campagne au sein des paysans. Le mouvement Naxalite, à l'intérieur du sous-continent indien a perdu ses appuis, en raison de l'attitude de la Chine.

Comité de coordination de la lutte de libération du Bengala-Desch

Plus de cinq mois se sont écoulés depuis que la dictature militaire du Pakistan occidental a réalisé un génocide sélectif bien organisé au Bangla Desh, ce qui a eu pour conséquence la mort de un million et demi de personnes et huit millions et demi de réfugiés. Le règne de la terreur et de la destruction n'a fait que renforcer la « juste volonté » du peuple bengali de se libérer lui-même du dictateur pakistanais Yahya Khan qui colonise entièrement et déshumanise les masses bengalies.

Le « Comité de coordination de la lutte de libération du Bangla Desh » s'est engagé à libérer entièrement le Bangla Desh du joug du néo-colonialisme du Pakistan occidental, qui est un élément de la stratégie de l'impérialisme yankee.

L'aide de tous est indispensable au soutien de la lutte de libération des 75 millions de Bengalis.

• Prière d'effectuer les versements à M. Capron, CCP Paris 4 94 496.

Les groupes **Sindar**, **Matin**, **Alauddin** constituent l'épine dorsale de la résistance dans le secteur sud-est et sont constitués d'une manière déterminante d'ouvriers et de paysans, entièrement engagés dans la lutte armée.

La « gauche unie » est aujourd'hui une réalité dans les différentes parties du Front.

Le programme politique minimum du mouvement de libération nationale pour un Etat socialiste ouvrier et paysan par la lutte armée progresse effectivement. Les perspectives de victoire dépendront de l'évolution qui suivra les premiers jours de lutte.

L'aspect international.

La ligue **Awami**, en collaboration avec la bourgeoisie indienne cherchera à contrôler le mouvement révolutionnaire pour ses propres intérêts de classe.

Pour l'Inde, enfermée dans ses propres contradictions internes, le choix est clair : un Bangla Desh doté d'un gouvernement petit bourgeois, ce serait sa « sécurité nationale ».

Les forces révisionnistes à l'œuvre à Ceylan, sont prêtes à appuyer l'Inde. Les pays impérialistes occidentaux sont prêts à marcher sur les traces des U.S.A. Un changement à la tête du Pakistan occidental (un autre général !) permettrait une nouvelle aide financière de l'impérialisme pour compenser le déficit de devises, aide qui serait évidemment utilisée pour endiguer le mouvement de libération du Bangla Desh.

Le flirt de la Chine avec le Pakistan ne peut pas durer.

Depuis la guerre de 1962 avec l'Inde, la Chine a noué des relations diplomatiques avec le Pakistan pour protéger sa frontière avec l'Inde.

Pendant ce temps l'Inde se jetait de plus en plus dans les bras chargés de dollars, des forces impérialistes U.S.

L'U.R.S.S. est entrée dans la danse et depuis la Conférence de Tachkent (guerre indo-pakistanaise, 1965) s'est montrée directement hostile à la Chine en donnant une aide militaire à l'Inde.

Le message de Chou-en-Lai à **Yahia Khan** le 12 avril, suivi d'un message personnel de Mao à Yahia soutenant un Pakistan « uni » est contredit par la réalité d'une « unité » qui n'a jamais existé et est essentiellement une création des intérêts monopolistes néo-colonialistes.

Par ailleurs un développement révolutionnaire de la lutte au **Bangla Desh** entraînerait certainement dans la lutte les ouvriers et les paysans de l'ensemble du sous-continent indien. Le peuple de Chine, libéré, doit maintenant apporter sa solidarité à la lutte révolutionnaire du Bangla Desh où l'armée de libération transforme le territoire libéré en Etat ouvrier et paysan !

Les révolutionnaires de tous ces pays n'ont qu'une possibilité : apporter leur solidarité au peuple combattant du **Bangla Desh**. □



L'Amérique à l'heure de sa vérité

Henry Rosengart

L'Amérique craque de partout. Les révoltes violentes se succèdent jusque dans ses prisons. Pourtant, il y a cinq ans encore, en 1966, (l'auteur de ces lignes a pu s'en convaincre au cours d'un voyage), les villes offraient un visage relativement rassurant. On pouvait se promener la nuit à New York sans angoisse, ou entrer dans les bars d'Harlem ou des quartiers noirs du Sud des U.S.A. (même ceux où, nous assuraient les consommateurs, aucun Blanc n'avait jamais mis les pieds). Les premières émeutes noires éclataient, depuis 1963 dans plusieurs villes, mais la Maison-Blanche avait la situation bien en main.

Comme aujourd'hui Chaban-Delmas avec sa « nouvelle société », Johnson lançait alors sa politique de « grande société » qu'il promettait au peuple à court terme. Enorme mystification que presque tout le monde acceptait en dépit des premiers indices d'une prise de conscience aujourd'hui généralisée. La révélation selon laquelle 25 % des Américains vivaient dans des taudis commençait à remuer l'opinion.

La guerre du Vietnam déclenchait ses premières réactions de masse — encore très pacifistes, il

Libérez Angela Davis !

Dominique Nores

C'est sous ce titre que José Valverde reprend une « spectacle-témoignage qu'il avait conçu au printemps dernier (1).

Depuis, Georges Jackson a été tué. Maintenant Angela Davis est sans doute encore plus menacée. « Nous prenons parti de façon claire et nous souhaitons vivement que vous en soyez informés », écrit Valverde dans une lettre au public.

Comment, en effet, ne pas prendre parti, ne pas réclamer la libération d'Angela Davis, arrêtée sous un prétexte qui ne résiste pas à l'analyse ?

Dans un pays où communisme veut dire subversion et où la population noire est traitée comme on sait, Angela Davis, ancienne élève de Marcuse, professeur de philosophie à l'Université de Californie, et, qui plus est, communiste et noire, devait logiquement figurer parmi les « personnes les plus recherchées par le F.B.I. ». Elle risque aujourd'hui la chaise électrique. José Valverde a le mérite de refuter par son spectacle toutes les assertions des représentants officiels des U.S.A. et de mobiliser pour la cause d'Angela Davis la conscience des spectateurs. Il a aussi celui de le faire sans tomber dans les pièges du théâtre à thèse, en usant d'une économie dramatique certaine et en recourant avec discernement à des moyens d'expression divers et percutants (chant, projections, séquences filmées, etc.).

Peut-être n'a-t-il pas su prévoir qu'en demandant au public de se mettre, dans la première partie, en situation d'acteur (le public, en effet, est invité à figurer sous des masques noirs ou blancs la foule américaine), il allait provoquer une « participation » aussi fautive qu'artificielle. Au contraire, dans la seconde partie, plus rigoureuse, le jeu dramatique prend de la force et de la souplesse. C'est un spectacle chaleureux auquel il faut aller apporter attention et appui.

(1) Théâtre Gérard Philipe. Saint-Denis (Tél. 243.00.59).

est vrai : 50 000 personnes défilant à New York en agitant de petits drapeaux américains.

L'orgueil national des Américains s'exprimait en tout lieu. L'extrême-gauche se cherchait sans se trouver. Le mouvement hippie était inexistant. Ainsi que les Black Panthers. James Forman, un de ses actuels « ministres », que nous avons rencontré à Atlanta, était encore non-violent ; il dirigeait le SNCC, ou Comité de coordination des étudiants non-violents. La classe ouvrière blanche paraissait totalement intégrée au système.

Le mythe de l'« American way of life » (mode de vie américain), dont plus personne ne parle aujourd'hui, commençait à peine à décliner. La prison de San Quentin (où Georges Jackson fut récemment assassiné) était ouverte aux touristes : nous y avons déjeuné, servi par des prisonniers modèles, sous les yeux satisfaits des autorités qui nous montraient fièrement les fresques peintes par leurs « pensionnaires ». Lesquels pensionnaires se pressaient aux barreaux pour regarder, évoluant dans la cour, le troupeau des touristes endimanchés et rieurs venus visiter la cage aux fauves.

Bref, l'ordre et la loi triomphaient : tout semblait aller pour le mieux dans la meilleure des Amériques possibles.

La fin du rêve américain

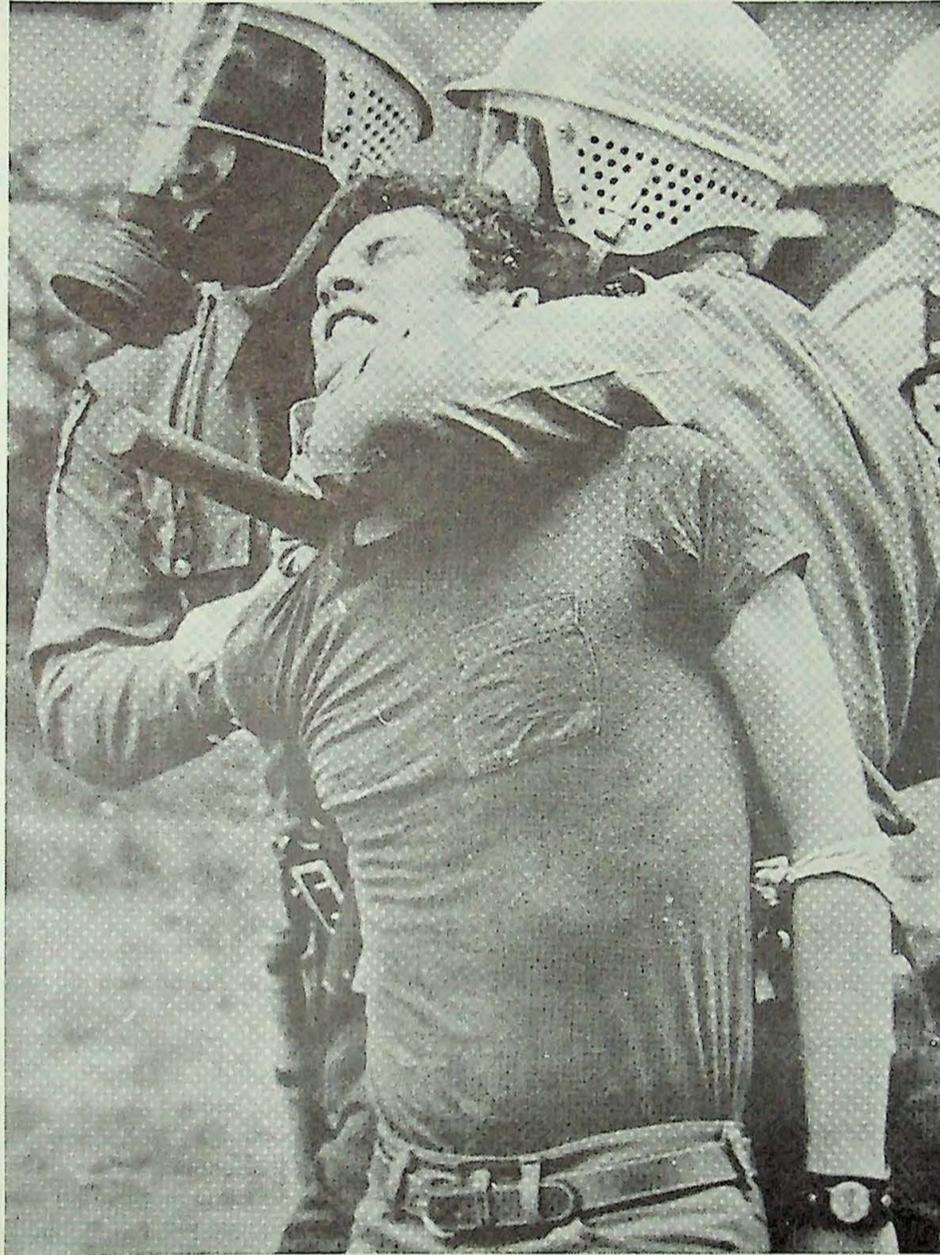
Il n'a fallu que cinq ans pour que ce beau rêve capitaliste s'écroule. Rarement une société s'est dévoilée à elle-même en si peu de temps et d'une telle manière. Un an après notre séjour, les nuages qu'on percevait déjà commençaient à s'amonceler et à se noircir.

Le 29-7-67, Johnson ordonnait l'ouverture d'une enquête sur les émeutes noires qui se multiplient : « **Les émeutes noires, déclarait-il, ont bouleversé nombre de nos villes. Le peuple des Etats-Unis est profondément troublé. Il est déconcerté et consterné par le pillage généralisé et les violences (...)** »

Troublé, déconcerté, consterné, mais pas encore vraiment inquiet. Un sondage Gallup de février 68 indiquait que 75 % de l'opinion soutenait la politique vietnamienne de Washington, exigeant même une accentuation de l'effort de guerre. Se faisant l'interprète de cette large majorité, Johnson clamait qu'un « **défi mortel** » avait été lancé aux Etats-Unis. Il n'avait pas tort : atteinte de l'extérieur par le peuple vietnamien et de l'intérieur par la prise de conscience croissante des Noirs, la société U.S. commençait à se fendiller comme un carreau criblé de balles. Tandis que la jeunesse bourgeoise mettait de plus en plus l'« American way of Life » en cause, et que l'emploi de la drogue se généralisait, les émeutes ne faisaient que s'étendre et la criminalité prenait des proportions gigantesques. La classe ouvrière blanche commençait à bouger. Des étudiants blancs étaient abattus par la Garde nationale. Bref, tous les secteurs de la vie américaine se sont trouvés atteints par une lame de fond

qu'aucune digue ne peut plus retenir. D'une prison à l'autre, la révolte s'étend comme un feu de poudre. Les « droits communs » (en majorité Noirs) se politisent avec une rapidité déconcertante, posant en termes de classes les raisons de leur incarcération et leur refus de plier. Les revendications des révoltés d'Attica parlent d'elles-mêmes : liberté politique et religieuse, suppression de la censure sur la presse et le courrier, droit de visite illimité, salaire minimum garanti, meilleure alimentation, véritables programmes de réhabilitation...

Une telle conscience de classe est inimaginable en France (où le système pénitentiaire n'a pourtant que fort peu à envier à celui des



USA). De même n'imagine-t-on pas en France la police arrosant tout le monde de balles, **y compris ses propres troupes**, avec un bilan de 50 morts dont 10 flics...

Une réaction aussi démentielle prouve sans conteste possible que nous avons affaire à une société **mortellement** malade. Nous savons à présent que la société U.S. est condamnée à terme.

Quand nous disons « condamner à terme », nous ne l'entendons pas seulement au sens où le capitalisme tout entier est condamné historiquement. La société des USA (qui, rappelons-le, est essentiellement **urbaine**) est l'expression **concentrée** du capitalisme. Instauré dans un pays rendu vierge par l'extermination des autoch-

tones, le capitalisme U.S. s'est livré à son appétit féroce de profits sans être retenu par aucune des lourdes traditions historiques du capitalisme européen.

Le fond du problème

La prospérité du capitalisme s'est fondée, comme l'a remarqué Marx dans « Le Capital », sur l'esclavage des peuples « de couleur », en premier lieu des Noirs. Aux USA, cette réalité historique se confond avec la réalité sociale. Les échettes noires ont fondé l'Amérique ; les poings noirs sont en train de la détruire. **L'essence** de la société U.S., c'est la « question noire ». La victoire du socialisme aux USA coïncidera avec l'émancipation complète des Noirs.

masqué cette réalité historique. Aujourd'hui, les paupières s'ouvrent. Non pas que la violence soit plus grande qu'hier, mais parce qu'elle résulte de l'action conjointe de l'échec vietnamien et du retournement par les masses noires de la violence contre ses auteurs séculaires.

Du coup, la « majorité silencieuse » prend peur, quitte les villes pour se réfugier dans les banlieues ; le lumpen-proletariat se déchaine ; une fraction grandissante des progressistes blancs rejoint les rangs d'un mouvement noir qui se structure ; des groupes pratiquent l'action « directe » (Weathermen) ; le prolétariat, gonflé par l'arrivée des jeunes, retrouve ses anciennes traditions ; les grèves se multiplient et se durcissent ; la généralisation de la mécanisation et de l'automatisation entraîne la prolétarianisation du secteur tertiaire (les gratte-papiers devenant opérateurs de machine), tandis que la masse des chômeurs grossit. Surtout, la lutte de classes prend forme, s'organise. Les « Black Panthers » ne sont pas seuls à poser le problème en termes de révolution : avant de s'être introduite dans les prisons, la révolte noire s'est installée dans les usines, où prolifèrent les comités d'ouvriers, que rejoignent les jeunes Blancs. Des journaux d'ateliers apparaissent, s'adressant aux ouvriers de toutes couleurs. Une publication américaine (News and Letters, Charles Demby éd., 1969) écrit : « **Les jeunes noirs aujourd'hui sont sûrs de ce qu'ils veulent : un changement total. Quand, chez Dodge, un groupe s'est appelé le Dodge Revolutionary Union Movement, c'était significatif. Il y a quelques années, si des ouvriers s'appelaient eux-mêmes « révolutionnaires », les autres ouvriers se seraient éloignés d'eux. Aujourd'hui ce même mot attire les ouvriers.** »

Socialisme ou barbarie

Livré à lui-même, disait Marx, le capitalisme tend vers la barbarie. Son remplacement par le socialisme implique l'organisation du prolétariat. En Amérique beaucoup plus qu'en Europe, le choix entre socialisme et barbarie est à l'ordre du jour. C'est par pans entiers que la société U.S. s'installe dans la peur, le doute, le refus, la révolte. La répression policière, qui fut à l'origine des émeutes noires, se donne libre cours dans cet univers urbain démentiel. Et tandis que les soldats U.S. au Vietnam sombrent massivement dans l'oubli par la drogue, et tandis que le dollar vacille sur des fondements qui pourrissent, la presse bourgeoise européenne, de plus en plus inquiète, commence à se demander si le sort de l'Europe peut être détaché de celui de l'Amérique, si les ondes de choc venues d'outre-atlantique ne déclencheront pas en Europe, d'ici peu, les premiers effets réellement significatifs d'une prise de conscience qui grandit. □

La France colonialiste

Jean-Louis Auduc

Le 23 septembre Messmer ministre des soi-disant départements et territoires d'Outre-Mer, se rendra à la Réunion.

Ce voyage nous rappelle le rôle colonial que joue encore la France aux Antilles et à la Réunion. Un rôle où s'illustrent de façon particulière les forces de répression. Lors du dernier voyage de Messmer aux Antilles, un jeune lycéen de 17 ans, Gérard Nouvet avait été tué par les « forces de l'ordre ».

Cette visite intervient aussi au moment où la lutte des peuples antillais et réunionnais entre dans une phase nouvelle. Le 16-17-18 août, l'ensemble des organisations anti-capitalistes de la Guyane, de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Réunion se sont réunis à Morne-Rouge à la Martinique.

Elles ont élaboré une déclaration finale qui marque un pas extrêmement important dans la lutte de libération des peuples coloniaux contre l'impérialisme français.

Les quinze organisations autonomistes et progressistes présentes à cette convention, ont en effet reconnu que « les peuples des quatre territoires de la Réunion, de la Guyane, de la Guadeloupe et de la Martinique constituent des entités nationales ».

Cette reconnaissance de la réalité nationale des peuples antillais et réunionnais auxquels se sont associées l'ensemble des organisations progressistes permet d'envisager un développement des luttes de plus en plus important dans ces territoires sous domination coloniale.

Afin d'aider à mieux connaître la lutte de ces peuples opprimés par le colonialisme, T.S. a rencontré un représentant du Front de la Jeunesse Autonomiste Réunionnaise.

Entretien avec un militant du F.J.A.R.

Question. — Quelle signification revêt à l'heure actuelle la visite de Messmer à la Réunion ?

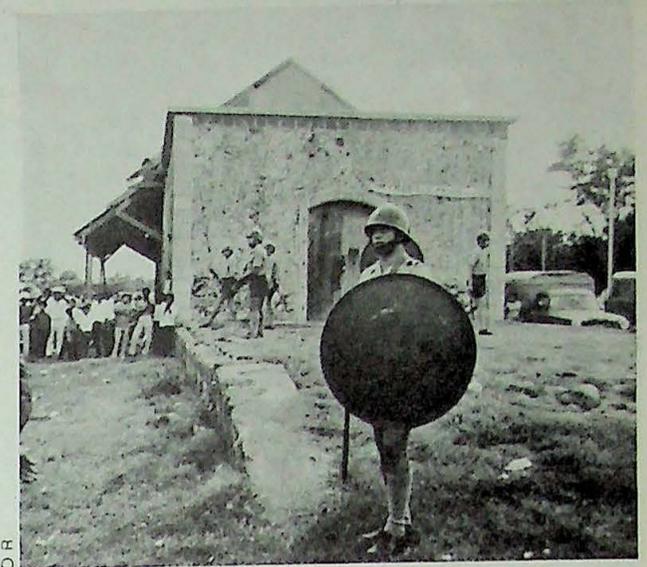
Réponse. — La visite en elle-même n'a que peu d'importance ; Messmer n'écouterait pas comme d'habitude ce qu'il a envie d'entendre, c'est-à-dire que « tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes ». Ce qui est beaucoup plus important à notre avis, c'est le contexte général dans lequel s'inscrit ce voyage. Contexte caractérisé par un immense essor de la jeunesse et des masses laborieuses de notre pays qui refusent le statut de la départementalisation en tant que mode de gouvernement et qui n'est que la forme particulière de l'exploitation colonialiste française à l'heure actuelle. Et c'est ce contexte général qui explique le fait que le gouvernement est obligé de trouver de nouvelles formes, plus « modernes », dans son ex-

ploitation à la Réunion ; de là, le projet de soi-disant « régionalisation du statut », projet que doit présenter Messmer en octobre prochain.

Question. — Messmer a été accueilli aux Antilles par de violentes manifestations sauvagement réprimées ; un lycéen G. Nouvet a été tué. Quels sont vis-à-vis de ce voyage, les sentiments des masses réunionnaises ?

Réponse. — Nous profitons de ta question pour rendre hommage à la combativité des peuples antillais dont est issu ce militant révolutionnaire tombé sous les balles de la répression colonialiste !

En ce qui concerne M. Messmer, il est totalement disqualifié dans la population de notre pays ; la Convention de Morne-Rouge a préparé cette déconsidération de l'initiative de Messmer. L'heure est à l'offensive des masses populaires, offen-



St Pierre - 1^{er} mai 1969

Economie

Une quasi-monoculture : le sucre.

Industrie presque néante : un peu de cimenteries, quelques conserveries.

Aucune industrie de transformation : même pas une raffinerie de sucre.

L'économie est de plus en plus déficitaire.

Le solde négatif était de 19,711 milliards CFA en 1968. 26,128 milliards CFA en 1969.

43 000 chômeurs, on en prévoit 50 000 d'où la nécessité de l'émigration par l'intermédiaire du BUMIDOM.

PIB (production intérieure brute) par tête est de 3 fois inférieur au PIB français.

— 162 000 F CFA ;

— 538 000 F CFA en France.

Le SMIC, applicable à la moyenne partie de la population est de 2,40 F (*) de l'heure à la Réunion.

Répression

Soixante-six Réunionnais, principalement des jeunes, condamnés entre mars et juin 1971. Rapporté à une population de 50 000 000 d'habitants, ce nombre représenterait plus de 5 000 emprisonnés politiques en France depuis mars 1971.

A la commune Saint-André (Est) pour l'inculpation de dégradation de véhicules, six militants inculpés.

1^{er} procès : quatre condamnations à prison (2 à 8 mois) (2 à 4 mois), deux acquittements.

En appel, les acquittés sont condamnés l'un à 8 mois, l'autre à 6 mois.

En général toutes les peines ont été doublées et augmentées en appel.

sive politique contre les colonialistes français et leurs valets locaux ; offensive que le peuple mènera avec ses organisations : P.C.R. (1), C.G.T.R. (2), Témoignage Chrétien, F.J.A.R., Groupe du Progrès, U.G.T.R.F. (3), etc.

Question. — A propos de ces forces, on a parlé de la constitution d'un front uni ; qu'en est-il exactement ?

Réponse. — Il n'y a pas à proprement parler de « front uni » constitué à la Réunion ; du moins

au niveau organisationnel. Ceci dit, toutes les organisations ont, il est vrai, une politique anticolonialiste claire et affirmée qui fait que, chacune à leur manière, ces organisations luttent pour l'autonomie de la Réunion ; dans ce cadre, sans qu'aucune de ces organisations ait jamais l'intention de renoncer à sa propre liberté de mouvement, toutes essaient de travailler dans la plus grande concorde et c'est dans ce sens effectivement que l'on peut parler d'un front uni anticolonialiste.

« Ce sont ces peuples eux-mêmes qui, démocratiquement et en toute souveraineté, détermineront leur destin. »

(Convention de Morne-Rouge.)

Question. — Quelle est la place du F.J.A.R. à la Réunion ?

Réponse. — La réalité politique du front vient d'abord du fait que plus de 60 % de la population a moins de 21 ans. Ensuite, ce sont les jeunes qui sont les premiers à souffrir de la dégradation économique et sociale de notre pays ; on ne leur offre en effet que deux solutions : le chômage ou l'émigration « traite des Noirs » en France. Dans ce contexte, le F.J.A.R. qui a pris naissance par la déclaration des Gorges du Bernica, traduisait le désir de militants anticolonialistes de s'organiser, cela en 1967 ; le F.J.A.R. donc, a connu un immense et rapide essor dans toute la jeunesse de l'île ; ce qui fait que, malgré une répression coloniale brutale et sauvage, le front organise à l'heure actuelle

préfet d'autoriser le défilé des travailleurs du 1^{er} Mai, nous avons fêté un 14 Juillet révolutionnaire où l'on remarquait d'ailleurs beaucoup plus de drapeaux rouges et de mots d'ordre anticolonialistes que de drapeaux tricolores et de « Marseillaise »...

Question. — Tu as parlé de répression à l'occasion des élections de mars 71.

Réponse. — Effectivement, comme il est dit plus haut, la répression a été extrêmement brutale et barbare ; des centaines de jeunes ont été arrêtés, torturés, condamnés à des peines allant jusqu'à 12 ans de prison contre des militants dont la moyenne d'âge tourne autour de dix-huit ans ; une véritable chasse aux jeunes s'était instaurée, orchestrée par la préfecture, la

Moreau « assassin de femmes et d'enfants », etc. auxquels les révolutionnaires réunionnais répondent de plus en plus rapidement !

Question. — Le F.J.A.R. a signé la Déclaration de la Convention de Mornes-Rouge ; que représente-t-elle pour vous ?

Réponse. — La Déclaration constitue un document essentiel dans le sens où elle prolonge le Manifeste de 1968 ; c'est dire que pour la première fois, l'ensemble des

sidérer le phénomène politique autrement que ce qu'il est dans la réalité : un moyen conjoncturel de faire reculer le pouvoir colonial.

Question. — 40 000 Réunionnais vivent actuellement en France. Quelles sont leurs organisations ? Qu'attendent-ils des organisations progressistes françaises ?

Réponse. — La seule organisation ouvrière réunionnaise en France est l'Union générale des Travailleurs réunionnais en France

Les Réunionnais en France

40 000 en France dont 30 000 actifs (1/3 de femmes, 2/3 d'hommes).

Sur les 20 000 hommes : 54,8 % d'ouvriers dont 16,2 % sont occupés dans le bâtiment et 33,6 % dans l'industrie productive.

Le reste se compose de petits fonctionnaires et agents des services publics.

Émigration organisée par le BUMIDOM. SIMCA importe 1 000 Réunionnais par an dans des conditions de logements épouvantables (9 travailleurs par logements).

Une organisation : l'Union Générale des Travailleurs Réunionnais en France (UGTRF). Un journal : Combat réunionnais.

Fraude électorale

« Classiques » du colonialisme :

- On fait voter les morts ;
- Bourrage d'urnes ;
- Expulsion des assesseurs communistes etc...

Moyens plus subtils :

- Achat des cartes d'électeurs dans les bidonvilles par l'U.D.R. de 5 000 F à 10 000 F CFA l'une ;
- Défilé de paras en tenue de combat le jour du vote pour impressionner les populations.

plusieurs milliers de jeunes réunionnais anticolonialistes. Le F.J.A.R. possède un journal : « Jeune Réunion ». Et à propos de répression, il est à signaler que lors des dernières élections municipales de mars dernier, le front, qui avait organisé des dizaines de meetings dans toute l'île pour le soutien des candidats d'opposition, a eu à faire face à une des plus grandes vagues répressives de ces dernières années. Nous y avons répondu et, par exemple, devant le refus du

police et les parachutistes qui a abouti entre autres choses à l'arrestation de l'un de nos dirigeants Georges Sinamale ; Sinamale qui ne fut libéré qu'après une grève de la faim de 33 jours, pour être de nouveau arrêté quelques semaines plus tard et condamné à sept mois de prison ferme. Et ce n'est là qu'un exemple parmi d'autres... Enfin, la violence, ce n'est pas seulement les parachutistes et les commissariats, c'est aussi les grands patrons d'usine, les David

Oppression culturelle

- Interdiction de parler créole dans les écoles ;
- Tentative d'imposer la culture française par l'O.R.T.F.

Le F.J.A.R. a organisé des « maloyas », fêtes populaires pour empêcher l'écrasement culturel du peuple réunionnais.

Un article sur deux de « Jeune Réunion » est écrit en créole. Les orateurs des meetings parlent en créole. Encore beaucoup d'analphabètes.

« L'avenir statutaire des quatre territoires concernés ne saurait être considéré qu'au regard du fait national et du fait colonial.

— Ces entités nationales doivent être constituées dans le cadre juridique d'un Etat autonome.

— Ce statut d'autonomie ne saurait être au profit d'une minorité, mais avant tout au profit des masses laborieuses, source de toute production et de toute richesse.

— Les institutions à venir de ces peuples ne sauront être déterminées que par ces peuples eux-mêmes selon le processus démocratique exposé ci-après. »

(Convention de Morne - Rouge.)

organisations progressistes des soi-disant D.O.M. ont reconnu deux faits fondamentaux ; le fait « national » et le fait « colonial ». En même temps que cette Déclaration jette de nouvelles perspectives quant à la lutte de libération nationale et au processus révolutionnaire à suivre. En ce sens, c'est un pas important qui contribuera au renforcement de la lutte de nos peuples respectifs et des organisations qu'ils se sont données.

Question. — Vos perspectives dans cette situation ?

Réponse. — Le F.J.A.R. continuera de lutter et d'organiser les

(U.G.T.R.F.), organisation autonomiste avec laquelle nous travaillons de façon très fraternelle. D'autres organisations patronnées soit par le gouvernement, soit par les entreprises elles-mêmes essaient de naître, mais sans aucun succès... Pour sa part, le F.J.A.R. en France commence à s'implanter parmi les jeunes Réunionnais émigrés et organise ses sections.

Maintenant, pour nous, nous souhaitons travailler avec toutes les organisations anticolonialistes françaises, sans aucune exclusive, de façon à démasquer par exemple la véritable traite des Noirs qui sévit à l'heure actuelle en France,

« C'est avec les peuples qu'il faut traiter, à travers les interlocuteurs qu'ils auront librement désignés et non avec des hommes qui détiennent finalement leur mandat plus par procuration du pouvoir que par délégation populaire. »

(Convention de Morne - Rouge.)

jeunes réunionnais contre l'exploitation colonialiste d'où qu'elle vienne. Tenant compte des mouvements de libération étrangers et de leur histoire, mais sans concevoir de modèle particulier à notre révolution (elle sera avant tout réunionnaise), nous savons déjà que seule une lutte acharnée et énergique peut nous permettre de triompher et de jeter le colonialisme « à la mer ». Nous savons également que, comme l'a déclaré le secrétaire général du P.C.R. Paul Vergès dans une interview à la revue R.P.R. (4) en 1968, « la voie électorale est bouchée » quant à notre libération nationale ; ce qui ne nous empêche nullement de participer à ces élections lorsqu'elles nous permettent de sensibiliser, de mobiliser et d'organiser la population en même temps qu'elles font une fois de plus reculer le pouvoir colonial. Ceci dit, le déroulement même des élections à la Réunion (fraudes, expulsions, etc.) nous empêche de con-

traite organisée par le trop célèbre B.U.M.I.D.O.M. Dans cette optique, nous avons participé avec l'U.G.T.-R.F. à de multiples manifestations aussi bien organisées par le P.C.F., la C.G.T., le P.S.U. que par le Secours rouge, la Ligue communiste ou le Mouvement de la Paix. Nous souhaitons que, devant le développement des luttes à la Réunion et aux Antilles se constitue le plus rapidement possible un vaste front de solidarité avec les peuples soumis à l'exploitation colonialiste française. Car nous pensons qu'il faut qu'ensemble, Français et émigrés, nous fassions comprendre aux travailleurs de France qu'en définitive, le problème colonial français ne s'est pas terminé avec la guerre d'Algérie ! □

(1) Parti communiste réunionnais.

(2) Confédération Générale du Travail Réunionnais.

(3) Union Générale des Travailleurs Réunionnais en France.

(4) Réalités et Perspectives Réunionnaises.

Les contraintes de la distribution

Alain Moutot

Le XIV^e arrondissement, dans ce quartier Plaisance dont les pelles des rénovateurs n'ont pas encore fait disparaître le caractère pittoresque et populaire, les promeneurs qui savent encore prendre le temps de flâner peuvent découvrir un cinéma l'« Olympic ». La grandeur divine du nom est sans commune mesure avec la médiocrité d'une devanture dont sont souvent affublés les cinémas de quartiers parisiens ou banlieusards. Mais dans la rue Boyer-Barret, déjà éloignée du quartier Latin, cénacle patenté des éminents spécialistes en cinématographie, le passant est tout de suite frappé d'étonnement par un affichage abondant et fourni qu'on peut voir de l'extérieur de la salle, absolument insolite en ces lieux. Car à l'Olympic, il ne s'agit pas simplement de consommer des films. On vise ici à la formation du spectateur. La programmation qui s'échelonne sur une période assez longue procède d'un choix judicieux d'œuvres indispensables à la bonne connaissance du cinéma : films d'auteurs, films à thèmes semblables, jeune cinéma de pays différents, réalisations de recherche. Les murs du couloir d'accès offrent à l'avidité du spectateur, une constellation d'affiches bariolées qui donnent une kyrielle de renseignements, de flashes sur les réalisations antérieures du metteur en scène, le contexte politique ou social du tournage du film. Dans un coin, un papier gribouillé d'autographes, réclame des suggestions.

Une question vient à l'esprit : Comment un exploitant de salle a-t-il pu tenir le pari d'exiler un cinéma hors les murs des quartiers où les goûts et la formation du public constituent les bases d'un marché spécifique mais rentable ? Nous rentrons pour nous en quérir auprès du gérant... et nous sommes en face d'un jeune homme de 26 ans qui a gardé toutes ses manières d'étudiant en Science Po. Il voue au cinéma un véritable culte. Il aborde de plain-pied les difficultés de son entreprise qu'il raconte comme une odyssée.



F.M. : Les difficultés sont venues de l'administration et des distributeurs. Il faut vous dire que le cinéma est réglementé strictement par une législation datant de Vichy, qui ne vise qu'à protéger l'intérêt de puissants groupes de diffusion en place. Alors qu'on peut facilement envisager une totale liberté pour l'ouverture d'une salle, l'administration est très réticente à délivrer ou pas le visa d'exploitation et l'exploitation dépend de l'attribution d'une carte professionnelle. Par ailleurs, des lois protectionnistes favorisent, sans aucun souci culturel les intérêts des producteurs français. Il est interdit d'aller soi-même chercher un film à l'étranger pour compléter une programmation à moins de le projeter en séance spéciale et gratuite. Le cinéma est entièrement soumis à une législation tatillonne. Par exemple, le Centre National de la Cinématographie (CNC) exige pour la diffusion de chaque film l'envoi de cinq bordereaux. Or les blocs de bordereaux sont rares et délivrés chichement. Le cinéma est aux mains d'un corps de bureaucrates kafkaïens qui n'entendent pas grand-chose en leur matière. Ainsi les films projetés sont affublés arbitrairement de documentaires stupides et pas de possibilité de choix. On pourrait aussi citer le cas des avances sur recettes qui obéissent à des critères mystérieux, en fait totalement partiaux et arbitraires.

T.S. : Et du côté des distributeurs.

F.M. : Il est clair que ce genre de petites exploitations à but culturel ne les intéresse pas car elles constituent des entités trop petites pour assurer des rendements intéressants, ce qui est leur but premier et ultime. La recherche des profits maximaux fait qu'il n'y a aucune politique réelle du cinéma « arts et essais » et conditionne l'ensemble des problèmes rendus insolubles quand on vise à une programmation correcte de films. D'abord on peut se heurter au refus pur et simple de location de film. Ensuite, si le rendement est trop faible, la pellicule est brûlée car le gardiennage coûte cher. Par ce biais, on peut facilement se débarrasser d'œuvres jugées subversives. A d'autre moment, le film est bloqué, interdit de vision, pour être ressorti en 2^e exclusivité. Pour obtenir un film, il faut qu'il n'ait fait de recettes ni trop importantes, car il risque d'être bloqué, ni trop faibles, car il risque d'être retiré. Programmer dans ces conditions un « cycle de film » relève du calvaire.

T.S. : Et la distribution « arts et essais ».

F.M. : Sous une apparence en-

gagée et progressiste, on retrouve le même problème. La capitale a été compartimentée géographiquement selon les goûts des spectateurs. Avec ce marché spécifique, des habitudes sont prises. On ne veut plus prendre de risque ni perdre de l'argent. On ne rencontre, si on veut quelque peu innover en ce domaine, qu'intervention brutale, maladroite ou réticence. Il vaut mieux compter sur les contacts personnels ou les relations avec les maisons de distribution américaines plus compréhensives.

T.S. : Vous ne nous avez pas expliqué précisément, comment dans cette jungle du cinéma, vous vous y êtes pris pour obtenir votre salle.

F.M. : J'ai d'abord gagné cinq millions au poker et avec une telle garantie, j'ai obtenu la confiance d'un groupe ultra-capitaliste.

T.S. : Quels sont vos projets ?

F.M. : Si on veut que ça marche, il ne faut pas perdre de vue les objectifs économiques. Ainsi, j'ai l'intention d'ouvrir une 2^e salle avec un bar-restaurant, un café-théâtre, une coopérative de photos, de films, un magasin de vente d'affiches.

T.S. : Qu'avez-vous voulu faire exactement ?

F.M. : Un centre d'animation culturelle où toutes les œuvres visibles seraient projetées. Aussi, à l'inauguration de l'Olympic, en février dernier, j'ai accepté de prêter la salle au Secours Rouge pour « La bataille d'Alger ».

T.S. : Certes, en vous immisçant dans les dédales de la distribution, vous en avez fait ressortir les contradictions. Et c'est un des aspects positifs de votre entreprise, de la même façon que les charters ont mis en relief le monopole des compagnies aériennes sur le prix des places ou que la FNAC a démontré qu'une politique de meilleurs prix était possible dans la distribution commerciale. Mais pour remédier à l'état de sclérose d'un cinéma empêtré dans un carcan économique et dont vous avez fait un diagnostic implacable, êtes-vous persuadé que votre entreprise soit la solution la plus appropriée sans remettre en cause quelque chose de plus fondamental ?

F.M. : Je pense qu'il est possible d'améliorer le système, de l'aménager. J'agis en conformité avec les opinions social-démocrates. Sur la validité et la certitude de la réussite des réformes, je partage le même point de vue que mon oncle.

T.S. : On peut rappeler votre nom pour les lecteurs de T.S., Frédéric Mitterrand. □